

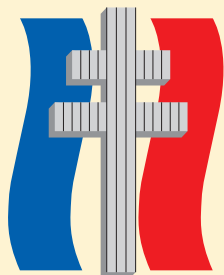
Fondation de la France Libre

La bataille de l'Authion : un succès total ?

La libération de Royan



Sommaire



Revue d'information
trimestrielle de la
Fondation de la
France Libre
Parution : Septembre 2015
Numéro 57

En couverture :

Le général Leclerc, commandant du corps expéditionnaire français en Extrême-Orient, signe au nom de la France l'acte de capitulation du Japon à bord de l'USS Missouri, dans la baie de Tokyo, le 2 septembre 1945. Derrière lui, au micro, le général Mac Arthur, commandant suprême des forces alliées dans le Pacifique.

En bas à gauche, le général Leclerc et le lieutenant-colonel Massu sur la route de My Tho, en Indochine, en octobre-novembre 1945 (ML). Au centre, rassemblement des Européens au palais Norodom, à Saigon, le 7 octobre 1945, pour écouter le général Leclerc (DR). À droite, le général Leclerc sur le pont Doumer lors de son entrée dans Hanoï (DR).

© Fondation de la France Libre

La Vie de la Fondation

Le mot du président	1
Le nouveau siège de la Fondation	1

Histoire

Perception et réalité de l'offensive du printemps 1945 dans les Alpes-Maritimes. La bataille de l'Authion : un succès total ?	2
La libération de Royan	5
Radicofani 1944, le courage d'oser (2 ^e partie)	10
Le parcours de Robert Hérault	16
Maurice Le Gall, ou la ténacité pour rallier la France Libre	18
Une belle équipe du BM4	22

Livres

In memoriam

Carnet

Dans les délégations

N° commission paritaire : 0212 A 056 24
N° ISSN : 1630-5078
Reconnue d'utilité publique (Décret du 16 juin 1994)

RÉDACTION, ADMINISTRATION, PUBLICITÉ :
16, cour des Petites-Écuries – 75010 Paris
Tél. : 01 53 62 81 82 - Fax : 01 53 62 81 80
E-mail : sylvaincornil@free.fr

VERSEMENTS : CCP Fondation de la France Libre
Paris CCP La Source 42495 11 Z
Prix au N° : 5 Euros
Abonnement annuel : 15 Euros

Il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement la présente publication – loi du 11 mars 1957 – sans autorisation de l'éditeur.

MISE EN PAGE, IMPRESSION, ROUTAGE :
Imprimerie LA GALIOTE-PRENANT - 01 49 59 55 55

Dépôt légal 3^e trimestre 2015

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Général Robert BRESSE
RÉDACTEUR EN CHEF : Sylvain CORNIL-FRERROT

Le mot du président



Enfin, mais que de temps perdu. En novembre, la Fondation sera installée dans ses locaux. C'est l'aboutissement d'un combat de quatre ans, dont les deux premières années furent finalement rendues vaines quand la puissance publique a rejeté l'opération « Gentilly ».

Cette décision demeure pour moi incompréhensible. Notre objectif était double : pérenniser le siège, mais aussi dégager des ressources permettant de sortir la Fondation de la précarité, dans laquelle elle s'était installée depuis de nombreuses années en dépensant plus qu'elle ne gagnait, tout en masquant cette érosion par la vente de pans de son patrimoine.

Laissons là les regrets. Avec l'aide de la Ville de Paris, nous avons trouvé dans ses murs et acquis à un prix plus que raisonnable un espace adapté et digne que vous aurez à cœur de découvrir après notre installation dans ses murs fin octobre.

Certes, la cour des Petites-Écuries ne générera pas les ressources que laissait espérer Gentilly, mais la disparition dans nos comptes d'un loyer de plus de 200 000 €, jointe au fait qu'avec l'allègement du poids des rémunérations et charges sociales consécutif à la fermeture du club, notre gestion sort enfin du rouge, cette année nous permet enfin d'envisager de construire un vrai budget prévisionnel et de recentrer la Fondation sur son rôle mémoriel, notamment en donnant à nos délégations des moyens pour relayer le message toujours actuel du refus de la soumission et de la défaite, de toutes les soumissions et de toutes les défaites.

À toutes celles et à tous ceux qui soutiennent notre action, rendez-vous cour des Petites-Écuries en novembre...

Général Robert Bresse

Le nouveau siège de la Fondation

Le président vous l'annonçait dans le précédent numéro de la revue, la Fondation s'apprête à quitter la rue Vergniaud pour de nouveaux locaux. Le déménagement est prévu à la fin du mois d'octobre. À partir du mois de novembre, tous vos courriers doivent être adressés à notre nouveau siège :

**Fondation de la France Libre
16, cour des Petites-Écuries
75010 Paris**

Les numéros de téléphone demeurent inchangés :

Standard : 01 53 62 81 82

Fax : 01 53 62 81 80

Responsable administratif et services généraux : 01 53 62 81 83

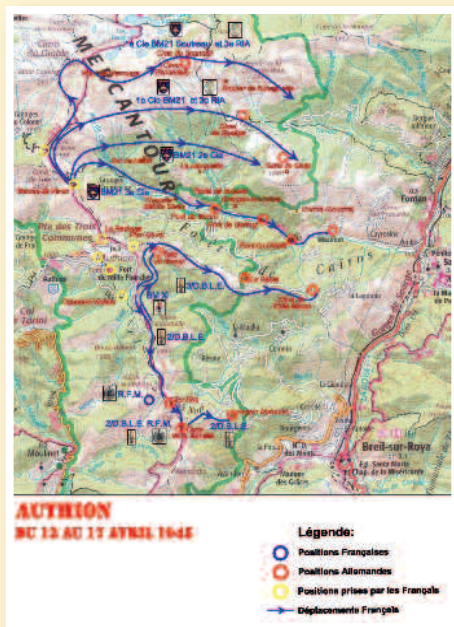
Responsable recherches historiques, site Internet et revue : 01 53 62 81 84

Responsable comptabilité : 01 53 62 81 85

Le siège est accessible en métro par les stations Château d'eau (ligne 4), Strasbourg-Saint-Denis (lignes 4, 8 et 9) et Bonne-Nouvelle (lignes 8 et 9), et en bus par les stations Château d'eau (bus 38, 39 et 47), Strasbourg-Saint-Denis (bus 20 et 39), Faubourg-Saint-Denis et Hauteville (bus 32), Petites-Écuries (bus 48) et Poissonnière-Bonne-Nouvelle (bus 20, 39 et 48). Des possibilités de stationnement sont à la disposition des automobilistes rue d'Hauteville, rue du Faubourg-Saint-Denis et rue du Faubourg-Poissonnière.

La rédaction

Perception et réalité de l'offensive du printemps 1945 dans les Alpes-Maritimes. La bataille de l'Authion : un succès total ?



Les combats de l'Authion (© Christian Martel/Blog DFL).

À l'occasion du cinquantième de l'offensive française dans les Alpes, le ministre de la Défense de l'époque résuma ainsi la bataille de l'Authion : « À cinquante ans de distance, l'apport de l'ultime bataille de la division n'est, en effet, autre que le parachèvement de notre France actuelle : par référendum, les communes de Tende et de la Brigue choisiront bientôt, à l'unanimité, de rejoindre la nation française [...]. Depuis quatre jours les unités destinées à chasser l'ennemi d'un morceau de notre France se mettent en place face au massif de l'Authion, centre de gravité du dispositif adverse [...]. Une semaine après le début de « Canard », la résistance de l'Authion était brisée. À partir du 17 avril, les troupes françaises progressent en direction de la Roya et du col de Tende pour achever leur mission de libération [...]. L'ennemi ne cède que pas à pas. Enfin, cédant à l'ardeur de nos hommes, il reflue à partir du 24 avril, après quinze jours d'une lutte ardente. L'opération « Canard » s'achève sur un succès total [...] au prix de 175 des leurs. »

Au-delà du souhait d'honorer la mémoire des soldats tombés pour la France, l'historien peut-il se satisfaire de cette analyse, en partie reprise de l'histoire « officielle » du général Doyen ? Pour celui qui examine ces événements, il semble que, vingt ans plus tard, la recherche historique permet de faire la part entre la perception de

l'époque avec ses contradictions et la réalité de l'offensive. Afin d'en trouver les origines, il convient de répondre à trois questions. Quels furent les enjeux politiques de cette offensive ? Comment celle-ci fut-elle menée ? Quelle influence eut-elle sur le règlement politique de la question ?

Les enjeux politiques

L'impossible conciliation entre objectif politique et objectif militaire : le prétexte de la libération du territoire national

Il apparaît tout d'abord que « l'ultime bataille » de l'Authion fut la conséquence d'une manœuvre politique du général de Gaulle pour convaincre les Alliés de lancer une offensive dans les Alpes. Au début du mois d'avril 1945, quelques jours avant la fin de la guerre, toute l'attention des Alliés était tournée vers l'Allemagne. Il fallait pour le général de Gaulle faire admettre au commandement américain de retirer des troupes françaises du front d'Allemagne afin de disposer d'une force militaire conséquente sur le front des Alpes pour peser sur les futures négociations avec l'Italie. Le prétexte donné au commandement allié pour le repositionnement des troupes françaises fut la nécessité de libérer le territoire national, car il existait encore sur le front des Alpes des poches allemandes de résistance dont la plus importante dans les Alpes-Maritimes était située au massif de l'Authion.



L'Authion en 1945. Cabanes-Vieilles (coll. François Engelbach).

En réalité, l'objectif des unités de la 1^{re} division française libre n'était absolument pas de libérer « un morceau de notre France » mais bien de s'emparer de la région de La Brigue et de Tende, alors située en Italie, en vue d'une annexion. Ceci en raison des

intentions du général de Gaulle qui voulait se venger de l'humiliation de juin 1940. Il s'agissait pour le chef du gouvernement provisoire que « les hostilités ne finissent pas sur une cote mal taillée. Nous devons avant que le feu cesse, laver sur ce terrain les outrages naguère subis, reprendre en combattant les lambeaux de notre territoire que l'ennemi y tient encore, conquérir les enclaves qui appartiennent à l'Italie, aux cols du Petit-Saint-Bernard, de l'Iseran, du Mont Cenis, du Mont Genève, ainsi que les cantons de Tende et de La Brigue artificiellement détachés de la Savoie en 1860. » Dès lors la libération du sol français n'était qu'un prétexte idéal pour lancer une attaque sur l'Authion aussi bien pour motiver la troupe, qui avait des doutes sur l'utilité de ses derniers combats, que pour le commandement américain, aux ordres duquel se trouvaient les unités françaises. Celui-ci ne désirait nullement une avance française en Italie, domaine réservé du commandement britannique. La situation fut ainsi paradoxale, la plus grande crainte du général de Gaulle était une évacuation rapide de l'armée allemande du territoire français qui aurait pu « nous surprendre » et compromettre définitivement le plan d'occupation français en Italie. Pour le général Doyen, désigné par le général de Gaulle pour commander l'offensive dans les Alpes, l'occupation d'une parcelle du territoire français sur quelques kilomètres était une aubaine et la décision d'une attaque dans ce secteur fut prise pour des raisons politiques. Les objectifs militaires sur les Alpes importaient peu. L'opération ne visait ainsi nullement « à chasser l'ennemi de notre France. » Le général de Gaulle voulait une armée présente sur ce front dans l'attente de l'effondrement de l'armée allemande, afin d'occuper les territoires à revendiquer.

Le choix contesté du massif de l'Authion

Le général Doyen devait maintenant donner une raison à la prise de l'Authion, au moins comme « objectif militaire » pour les hommes de la 1^{re} division française libre. Certains officiers supérieurs s'étonnèrent à la vue du plan de l'offensive, qui ressemblait plutôt à une « vue euphorique de l'esprit. » Le massif de l'Authion avait alors une valeur stratégique insignifiante. Il fallait cependant que l'état-major de la

1^{re} DFL fournisse impérativement au commandement américain le plan d'attaque d'une position située sur le territoire français.

Le projet d'offensive envoyé au général américain Devers, supérieur hiérarchique de Doyen, fut tellement minimaliste dans les Alpes-Maritimes, 50 kilomètres carré de rocailles occupés par les Allemands ainsi que trois villages presque totalement évacués, que celui-ci jugea bon d'autoriser un franchissement de la frontière jusqu'à une distance de 20 kilomètres à l'est ! Dès lors à l'état-major français, l'angoisse d'une offensive stoppée à la frontière franco-italienne sur ordre du commandement américain s'estompa pour faire place à une période d'euphorie. Dans l'optimisme généralisé, le plan d'attaque sur l'Authion fut maintenu, alors que celui-ci, qui n'avait déjà aucun objectif militaire, n'en avait *surtout* plus pour une raison politique.

Le général Doyen décida cependant de maintenir l'opération avec un nouvel objectif qui était de « *reprenre le massif de l'Authion qui commandait les deux directions principales de pénétration qui convergent vers Nice.* » Si l'argument se justifiait pleinement pour une raison défensive, le massif ayant un rôle particulièrement important pour la défense de la région de Nice, il n'en existait en revanche aucune pour une offensive, le massif de l'Authion n'étant alors absolument pas le « *centre de gravité du dispositif adverse* » car la route menant au massif se terminait en impasse.

Une offensive victorieuse

L'assaut sur l'Authion

L'épisode de l'assaut des positions tenues par les Allemands à l'Authion aurait pu paraître anecdotique sur le plan militaire mais tant de soldats français furent tués au cours des trois jours de combat du 10 au 12 avril 1945 que les hommes de la 1^{re} DFL se sentirent sacrifiés quelques jours avant la fin de la guerre.

Malgré tout, la « *résistance de l'Authion était brisée* », et la victoire sur le terrain revint incontestablement aux troupes françaises. Il ne fait cependant aucun doute que, pour le général Devers, l'opération « *Canard* » avait été un échec sanglant. Les soldats



Un char de la DFL vers Cabanes-Vieilles, lors des combats de l'Authion (coll. François Engelbach).

français n'avaient pas réussi à atteindre l'objectif fixé de s'emparer du col de Tende. Le bulletin officiel de renseignement publié par son état-major nota que « *l'ennemi avait évacué tranquillement l'Authion* » et que la progression française au cours des journées du 13 au 19 avril fut constamment ralentie par des contre-attaques allemandes incessantes.

Une amère « victoire »

Les combats pour la prise de l'Authion ne constituèrent cependant qu'un épisode particulièrement douloureux dans l'offensive du printemps 1945 dans les Alpes-Maritimes et les troupes allemandes ne furent à aucun moment en déroute. La « *résistance ne fut pas brisée après une semaine* » malgré la prise du massif qui ne constituait pour le commandement allemand qu'un poste avancé. Si l'on pouvait croire qu'à « *partir du 17 avril, les troupes françaises progressent en direction de la Roya et du col de Tende* », il n'en fut rien. Les troupes allemandes stoppèrent l'offensive française et réussirent même à lancer des contre-attaques locales.

Les troupes allemandes ne cédèrent pas du tout « *à l'ardeur de nos hommes* » : bien au contraire, toutes les positions étaient alors fermement tenues. L'origine du « *reflux à partir du 24 avril* » des troupes allemandes ne se fit à aucun moment sous la pression française mais fut une retraite ordonnée par le haut-commandement allemand en Italie. Cette opération fut un modèle de succès tactique, les troupes françaises ne purent à aucun moment gêner le repli allemand qui s'effectua sans pertes.

Le général Magendie, qui participait à la campagne des Alpes-Maritimes au sein de la 1^{re} DFL, se demanda si le « *massif de l'Authion malgré ses ouvrages fortifiés [...] n'était pas déjà dans la stratégie générale qu'une minuscule enclave.* » Il reste que, selon lui, le bilan fut « *dérisoire dans cette aventure sanglante des Alpes où l'audacieuse manœuvre sur Turin a tourné au plus court* », où « *seule la valeur morale collective des unités [et] un engagement total [...] a pu éviter une issue regrettable pour l'honneur militaire de la nouvelle armée française. Elle a permis de tenir pour une modeste victoire, un échec limité par les sacrifices et l'abnégation des combattants.* »

Victoire, modeste victoire, échec limité ? Le résultat de l'offensive française dans les Alpes-Maritimes reste de nos jours très contesté. Ces jugements méritent des nuances pour dresser un bilan afin de chercher un éventuel vainqueur.

Un bilan meurtrier

Les Alliés

Le général de Gaulle fut bien conscient du sacrifice qu'il demanda aux soldats et



Pont remis en état par le génie (ECPAD).

notamment à ceux de la 1^{re} DFL. Il écrira dans ses mémoires : « *la tâche est rude, ingrate aussi, car il est pénible aux officiers et aux soldats de cette exemplaire division de laisser à d'autres les lauriers de la victoire qui jonchent le sol de l'Allemagne et de finir, dans un secteur isolé, l'épopée qu'ils ont vécue depuis les jours les plus sombres sur les champs les plus éclatants.* »

Le bilan de la campagne des Alpes-Maritimes fut longtemps minimisé. Le général Doyen mentionna 175 tués, 605 blessés et 17 disparus. Le véritable bilan de l'offensive française dans les Alpes-Maritimes s'établira à 292 morts, dont 273 appartenant à la 1^{re} DFL, 728 blessés, dont 644 mutilés, et 33 prisonniers. Les vétérans de la 1^{re} DFL jugèrent le coût humain de cette campagne exorbitant par rapport au résultat obtenu sur le terrain.

Les Germano-Italiens

Le bilan des pertes germano-italiennes fut moins lourd dans les Alpes-Maritimes au cours de l'offensive de printemps du 10 au 24 avril 1945 : 120 tués, 480 blessés et 242 prisonniers allemands et 5 tués et 155 prisonniers pour les Italiens de la division *Littorio*. Dans la stratégie générale de la guerre en Europe, le seul point positif pour le commandement allié fut que ces combats permirent de fixer les troupes allemandes sur le front ouest des Alpes, les empêchant de participer à la défense de l'Italie. On ne peut évidemment raisonner sur le seul bilan militaire, l'utilisation de la force n'étant qu'un des moyens d'imposer une décision politique. Il faut donc se demander si ces combats ont eu une influence déterminante dans le règlement du conflit franco-italien.

Le règlement diplomatique

Le prix du sang

La France aurait pu attendre la retraite allemande qui devait bien survenir à un moment ou un autre sur les Alpes consécutivement à l'écrasement militaire de l'Allemagne. Les soldats n'auraient alors pas eu besoin de tirer un seul coup de feu pour atteindre le même résultat afin de satisfaire les objectifs de la France sur les Alpes. Cependant, la conclusion n'aurait peut-être pas été la même au moment du règlement de la question politique, si le « *prix du sang* » n'avait pas été payé. Le sacrifice des soldats était censé donner une légitimité aux revendications françaises. La comparaison reste étonnante avec l'offensive italienne de 1940 où Mussolini déclara le 9 juin à Badoglio : « *Je n'ai besoin que de quelques milliers de morts pour m'asseoir en tant que belligérant à la table des négociations.* »

Il apparaît effectivement qu'au cours du règlement du conflit, le premier des arguments du gouvernement français pour justifier l'occupation et l'annexion des territoires italiens fut les « *grands sacrifices* » que la troupe avait subis durant l'offensive d'avril 1945. Conjointement, le général de Gaulle souhaitait que la France participât activement à la bataille pour rétablir le lien avec la gloire passée du pays, et servir la diplomatie française.



Vue de la redoute des Trois-Communes après les combats (DR).

Le doute sur l'utilité des derniers combats

Le « *succès total* » présenté dans le bilan « *officiel* » pour le cinquantenaire des combats dans les Alpes-Maritimes doit être nuancé pour la commémoration du 70^e anniversaire. L'offensive sur les Alpes, notamment dans les Alpes-Maritimes, fut une offensive secondaire qui révélait une dépendance politique et militaire de la France. De Gaulle voulut imposer une diplomatie personnelle en s'affranchissant des règles internationales afin d'obtenir une zone d'occupation en Italie, avec une volonté « *de provocation évidente* » selon le gouvernement américain dans le désir

d'une annexion. Cette politique marquait l'intransigeance du général de Gaulle sur les relations franco-italiennes qui déclencha une crise franco-américaine ayant pour conséquence un règlement tardif du conflit.

Lorsque les Français occupèrent les territoires italiens, le commandement allié estima que leur comportement était en violation des directives alliées qui plaçaient l'Italie sous commandement britannique. Le 1^{er} juin, le général Doyen, conformément aux ordres du général de Gaulle, refusa de quitter le territoire italien. Il répondit aux officiers américains chargés d'occuper les territoires italiens contrôlés par les Français : « *J'ai reçu l'ordre de mon gouvernement de ne pas quitter ces régions, toute insistance sur ce point aurait pour conséquence d'être considérée comme un acte inamical, où notre réaction pourrait même être hostile et pourrait amener de graves conséquences.* » Cette situation « *aurait pu amener à l'incroyable situation dans laquelle les Américains et les Français alliés de la Deuxième Guerre mondiale auraient fini la guerre en se combattant les uns les autres.* »



Un convoi auto (jeeps et camions GMC) de la 1^{re} DFL croise une colonne muletière du Royal Brel Corps britannique sur la route Isola - Vinadio par le col de la Lombarde vers l'Italie (ECPAD).

Une crise diplomatique

D'une offensive oubliée sur un front secondaire, ce conflit prit en quelques jours une ampleur internationale, après que le recours à la force par les Français eut été envisagé contre les troupes américaines. L'affaire remonta au plus haut niveau politique et, le 6 juin, le président Truman annonça la fin de la fourniture du ravitaillement et des équipements militaires pour les unités françaises à compter du 9 juin 1945. Le 7 juin, il adressa un ultimatum très sec au général de Gaulle donnant l'ordre aux troupes françaises de reculer jusqu'à la frontière de 1939. Le jour de l'échéance de l'ultimatum, le général de Gaulle céda finalement aux pressions américaines et ordonna le retrait des territoires italiens occupés.

Le résultat de cette offensive se révéla être un échec total sur le plan diplomatique et, de plus, une humiliation personnelle pour le général de Gaulle, contraint de céder face aux exigences du président des États-

Unis. Les troupes françaises furent expulsées d'Italie par les troupes américaines sans rien obtenir, ne conservant aucune garantie, pas même sur les deux priorités absolues qui étaient la possession du plateau du mont Cenis, au nord des Alpes, et des « *deux maudits villages* » de Tende et de La Brigue, comme il les nommera à la suite du retrait imposé le 9 juin 1945.

Il apparaît ainsi que « *les communes de Tende et de La Brigue choisiront, bientôt à l'unanimité, de rejoindre la nation française* » qu'à l'issue du traité de Paris du 10 février 1947. La France obtenait les rectifications de frontière souhaitées et son « *honneur fut lavé* » avec le sang de ses soldats. Elle obtenait 693,5 km² dont 560 km² dans les Alpes-Maritimes et 5 526 habitants, la haute vallée de la Roya fut cédée à la France, ramenant la frontière sur la ligne de partage des eaux. Il apparaît ainsi que le seul élément reflétant la réalité dans le bilan officiel des combats de l'Authion fut le « *parachèvement de notre France.* »

Nous concluons donc en un échec tactique militaire de la France, mais une victoire diplomatique qui ne semblait pas acquise au mois de mai 1945. Ainsi s'acheva, par la négociation et la diplomatie, le deuxième et dernier combat du XX^e siècle dans les Alpes-Maritimes. La campagne de 1944-1945 marquait la fin de plusieurs siècles de combats pour imposer la présence de la France sur les Alpes.

Pierre-Emmanuel Klingbeil

Notice biographique

Pierre-Emmanuel a soutenu une thèse sur « *Les Alpes-Maritimes : étude d'un front oublié (15 août 1944-2 mai 1945)* » en 2003 et publié *Le Front oublié des Alpes-Maritimes : 15 août 1944-2 mai 1945* aux Éditions Serre en 2005.

Bibliographie sommaire

Henri Béraud, « *Les combats de l'Authion* », *Le Haut-Pays*, n° 32, juin 1995, pp. 3-22.

Pascal Diana, Jean-Michel Sivirine, 1945-2015, *L'Authion pour mémoire[s]*, Amont, 2015.

Général Paul Doyen, *La Campagne du Détachement de l'Armée des Alpes*, Artaud, Paris, 1948.

Pierre-Emmanuel Klingbeil, *Le Front oublié des Alpes-Maritimes (15 août 1944 - 2 mai 1945)*, Éditions Serre, Nice, 2005.

Marc Lengereau, *Le général de Gaulle, la vallée d'Aoste et la frontière italienne des Alpes 1943-1945*, Aoste, Musumeci, 1980.

Jean-Louis Panicacci, *Les Alpes-Maritimes de 1939 à 1945, un département dans la tourmente*, Éditions Serre, Nice, 2^e édition, 2013.

La libération de Royan

6 juin 1944 : les Alliés débarquent en Normandie. Après 80 jours de combat, ils libèrent Paris. À la fin de mars 1945, la bataille est terminée dans l'Est de la France. Il n'en est pas de même à l'Ouest où 90 000 Allemands résistent aux assauts des troupes alliées et françaises dans six forteresses édifiées sur le littoral de France : Dunkerque, Lorient, Saint-Nazaire, La Rochelle et la plus petite d'entre elles, Royan et la pointe de Grave.

Dans l'histoire des « *poches de l'Atlantique* », le cas de Royan occupe une place particulière. Le destin de la ville apparaît comme l'inverse de celui de La Rochelle, où tout est mis en œuvre pour épargner la ville des destructions. Rien de tel à Royan où les belligérants décident de s'affronter jusqu'aux limites de leurs forces. La décision du général de Gaulle de faire de la prise de Royan le symbole de l'armée française renouant avec la victoire n'est pas étrangère à cette fureur guerrière. Pour exister sur le plan politique face aux Alliés, la France est en quête d'une première victoire sur le front de l'Atlantique. Pour cela, elle a choisi Royan dont l'impérative libération doit supporter tous les sacrifices possibles.



Le colonel Pohlman, à droite (coll. E. Renoux).

L'état de siège

Le colonel Pohlman, qui commande la place de Royan, décrète l'état de siège le 12 septembre 1944, conduisant le maire à faire évacuer la ville. Le camp retranché allemand est loin d'être coupé du monde. Ses relations avec l'extérieur sont maintenues grâce à une liaison aérienne permettant d'apporter plusieurs fois par mois le



courrier aux soldats des forteresses de Royan, de La Rochelle et de la Pointe de Grave. Les Allemands ne manquent pas non plus de nourriture, vivant sur des stocks de provisions achetées ou razzées et se servant sur le bétail réquisitionné dans les campagnes. Pohlman estime en septembre 1944 que ses 5 000 hommes peuvent tenir ainsi deux mois.

Si les conditions matérielles ne semblent pas mauvaises au début du siège, c'est sur le plan moral que peuvent apparaître, du côté allemand, les premières difficultés. Le passage brutal de la vie paisible de l'occupation à une guerre de siège, alors que la guerre semble perdue pour l'Allemagne, a de quoi décourager plus d'un combattant. Aussi le commandement multiplie les patrouilles dans les lignes ainsi que les travaux de consolidation de la forteresse. Pour tenir, les Allemands ont compris également qu'il fallait composer avec les habitants et les forces FFI assiégeantes.

Comme à La Rochelle, des pourparlers sont engagés pour s'entendre sur des conditions honorables de reddition, négocier une action humanitaire – ravitaillement, évacuation – procéder à des échanges de prisonniers. Le sort des prisonniers FFI inquiète grandement le commandement français. Les Allemands les considèrent comme des « *terroristes* » opérant sans contrôle. Responsable des groupements FFI du Sud-Ouest, le colonel Adeline parvient à rencontrer Pohlman à ce sujet, le 15 septembre 1944, à Médis. L'entrevue est un succès. Adeline parvient à faire reconnaître les FFI comme de véritables soldats

et non comme de simples « *francs-tireurs* ».

Le sort des civils reste également préoccupant pour les autorités françaises. 8 000 d'entre eux vivent encore dans la poche de Royan. Pour les Allemands, ils sont une présence encombrante qu'il faut ravitailler, surveiller et, par moment, réprimer. Du côté français, il serait plus simple de voir la zone de combat complètement évacuée pour des raisons humanitaires. Adeline et Pohlman s'entendent alors pour évacuer la presqu'île d'Arvert à partir du 11 octobre 1944. Les Royannais sont évacués à leur tour le 25 octobre. Les appels d'évacuation se répètent jusqu'à la fin de l'année, mais la population semble ne plus y répondre. Fin décembre, 2 200 personnes sont encore dans Royan. Entre-temps, Pohlman, qui a pris le commandement du secteur de la Pointe de Grave, a laissé sa place à l'amiral Michalhelles.

Les combattants FFI ont pris position devant Royan depuis le 6 septembre 1944. Ils forment quatre groupements. La colonne Z (2 000 hommes) s'est positionnée devant Talmont et Merschers le long de la Gironde. Plus au Nord, le régiment FTP Bernard (1 000 hommes) s'est déployé devant Meursac. Entre Royan et Saintes, Adeline a fait acheminer le groupement RAC (3 500 combattants). Enfin, à l'extrémité nord du secteur, le bataillon Rolland (600 hommes) complète le dispositif dans la région de Marennes. Outre le fait d'assurer le siège de Royan, ces groupements sont chargés de « *nettoyer* » leur secteur, de s'opposer aux tentatives de sorties allemandes et d'entraver leurs opérations de réquisition. Le 7 septembre 1944, la colonne Z repousse ainsi un raid sur Mortagne visant d'importants stocks de farine. Dans le secteur de Saujon, le groupement RAC a décidé de contourner le Camp de César, promontoire naturel tenu et fortifié par les Allemands, pour encercler la position. Les combats font rage du 10 au 12 septembre, mais les Allemands sont contraints au repli. Le Camp de César tombe aux mains des résistants, Saujon est investie le 13 septembre. La contre-offensive ne tarde pas : Saujon est à nouveau réoccupé quatre jours plus tard, tandis que la population évacuée de peur des représailles. Les Allemands se retireront dans la soirée après avoir pillé et détruit une partie de la ville.

Tandis que le groupement RAC compte ses morts, le bataillon Rolland a pris position devant Marennes. Il fait face à la presqu'île d'Arvert où les troupes ennemies empêchent toute traversée de la Seudre et toute tentative de débarquement sur Ronces-les-Bains. Les groupements RAC et Rolland

tiennent cette rive de la Seudre durant plusieurs semaines. De nouvelles formations se joignent à eux en octobre : la demi-brigade Armagnac dans le secteur des marais d'Artouan et Saint-Martin, puis le bataillon de l'École navale de Clairac¹. À la fin du mois de novembre, c'est au tour du bataillon de Bigorre puis du 1^{er} régiment du Gers de venir gonfler les effectifs de la demi-brigade atteignant désormais 1 600 hommes. Fin 1944, les FFI disposent alors de 9 000 combattants sur l'ensemble du front.

Le bombardement de Royan

Au même moment, la question des bombardements des poches de l'Atlantique est évoquée par les Alliés. La visite à Cognac du général Royce, commandant la 1^{re} force tactique aérienne américaine basée à Vittel, au PC du général de Larminat le 10 décembre, doit préparer le volet aérien de l'opération « *Indépendance* »². Pour le général Corniglion-Molinier, patron des forces aériennes de l'Atlantique, un bombardement puissant « *pour déterminer l'évacuation des derniers civils et ouvrir la voie aux opérations psychologiques qui accompagnent l'opération de force* » doit être mené quinze jours avant l'attaque. Larminat assure que des ordres ont été donnés à plusieurs reprises aux civils de quitter les lieux et qu'il n'y a pas de raison que les opérations soient stoppées dans l'ensemble de la zone ennemie. Il est donc décidé que les bombardements pourront être réalisés après le 15 décembre 1944.

S'agissant de Royan, Larminat considère malgré tout que l'opération est trop risquée et repousse l'offre. Devant l'insistance des émissaires américains revenus le lendemain plaider une action sur Royan devant servir aux entraînements de certaines écoles de bombardement implantées en Grande-Bretagne, l'état-major français revoit sa position et propose que les pointes de Grave et de la Coubre soient bombardées. Des raids aériens seront ainsi exécutés sur la Coubre, à trois reprises, dont la dernière dans la nuit du 4 au 5 janvier 1945. Ce dernier raid devait coïncider avec l'attaque de la RAF sur Royan³.

Quatre jours après la réunion de Cognac, le *Bomber Command* reçoit du SHAEF l'ordre de « *bombarder une ville occupée par les troupes allemandes seulement* ». L'objectif est Royan. Malgré la décision prise le 22 décembre de reporter l'opération « *Indépendance* », le soutien aérien de la RAF n'est donc pas annulé.



Le général de Larminat (DR).

Le 5 janvier, peu après 4 heures du matin, le bombardement de Royan commence dans un vacarme terrifiant. 217 Lancasters pilonnent le centre-ville et les quartiers résidentiels. Le raid dure moins de vingt minutes. À 5 h 30 du matin, une deuxième vague de bombardiers se présente au-dessus de la ville : 114 nouveaux appareils larguent leurs bombes sur la cité. Royan est rasée en quelques minutes par 1 700 tonnes de bombes. Le calme revenu, les autorités municipales donnent les premiers ordres : ne pas s'occuper des morts, tenter plutôt de sauver les survivants ensevelis, et acheminer tous les blessés vers la zone hospitalière des Mathes à quinze kilomètres de là. Une nouvelle évacuation de la ville est alors organisée pour les rescapés. Le bilan de l'attaque est très lourd : 442 morts et près de 500 blessés sur 2 200 civils. Du côté allemand, les pertes sont minimales : 47 hommes ont été tués.

Réfugié dans son bunker, l'amiral Michaelles croit aux préludes d'une attaque terrestre. Mais à 8 heures, aucun soldat n'est en vue. Depuis son PC, en entendant le fracas vers Royan, Larminat croit logiquement à une attaque allemande... avant de découvrir sur l'aérodrome de Cognac la présence d'avions britanniques. Plus de 300 appareils viennent de raser la ville de Royan et le commandement français n'a apparemment pas été prévenu.

Que s'est-il réellement passé à Royan ? Le 22 décembre, l'opération « *Indépendance* » est reportée au 10 janvier, mais les objectifs n'ont pas été changés, la zone à bombarder a même été confirmée le 4 janvier. La RAF, ce jour-là, est informée, mais ni Royce ni Corniglion-Molinier ne l'ont été. Il semblerait que la base de Vittel, prévenue par le SHAEF d'un bombardement sur Royan pour le lendemain, n'ait pas réussi à transmettre l'information au PC français à Cognac. Corniglion-Molinier ne reçoit en effet le télégramme que le 5 janvier à 8 heures. D'autres messages transmis à Larminat et Corniglion n'ont pas pu être non plus déchiffrés à temps par les services américains. Des lignes téléphoniques dérangées plusieurs jours avant l'attaque, une mauvaise coordination des services, des retards dans la transmission des messages, sont autant de raisons ayant conduit à la catastrophe. Sans réponse de la part de Cognac, il a donc été décidé d'attaquer Royan sans même avoir la certitude que les civils aient tous été évacués. Le bombardement de Royan n'est pas non plus une erreur de cible : sept Mosquitos ont guidé les bombardiers en balisant l'objectif principal, le centre de la ville, un quadrilatère à écraser sous un tapis de bombes.



Un bombardement sur le quartier Pontailiac et le Golf Hotel, PC de l'amiral Michaelles (DR).

Devant un tel événement, chacun cherche sa part de responsabilité. Celle-ci semble partagée par tous les protagonistes. Un bombardement a bien été demandé par les Français. Si Larminat et Corniglion-Molinier n'ont jamais envisagé que le centre-ville de Royan soit rasé, ils n'ont rien fait non plus pour protéger sa population, aucune évacuation de civils n'ayant été prévue entre le

¹ L'École navale de Toulon s'était repliée à Clairac à la fin de l'année 1942. Élèves et professeurs rejoindront les forces du maquis à partir de la mi-août 1944. Le bataillon de l'École navale sera retiré du front de Royan le 17 janvier 1945 pour être remis à la disposition de la Marine.

² L'opération « *Indépendance* » était programmée initialement le 25 novembre. La contre-offensive allemande dans les Ardennes obligera les Américains à reporter l'opération au mois de janvier 1945.

³ Christian Genet, *La Libération des deux Charentes, soldats en sabot*, La Caillerie, 1990, pp. 248-249. Ces raids de la 8^e Air Force seront effectués sans que le commandement français à Cognac n'en soit informé.

10 et le 25 décembre 1944. Corniglion-Molinier a bien demandé le bombardement, mais c'est la RAF qui s'est employée à l'exécuter alors qu'elle n'avait reçu aucune confirmation de l'évacuation des civils. Le 10 décembre à Cognac, Royce n'a fait que concrétiser la demande française. Il sera limogé le 29 janvier 1945 par Eisenhower qui souhaite normaliser ses relations avec le gouvernement français⁴.

Royan est rasée aux quatre cinquièmes. L'urgence est désormais de porter secours aux victimes. Les opérations de déblaiement commencent le 6 janvier tandis que des logements provisoires accueillent les premiers sinistrés. La lourdeur du bilan humain, les milliers de blessés à soigner, le manque de moyens médicaux, poussent les autorités militaires françaises à réagir sans attendre. Elles obtiennent des Allemands une trêve d'une dizaine de jours à partir du 9 janvier. Il est convenu également qu'à partir du 12 janvier, les trains de vivres entrant dans la poche à l'aller pourront évacuer au retour les blessés et les personnes valides désirant quitter la forteresse. Les deux trains sanitaires formés au cours de la trêve évacueront un millier de personnes, une grande partie de la population refusant de partir. À la fin de la trêve, 4 000 personnes sont encore dans la poche de Royan.

L'opération « Vénérable »

La catastrophe de Royan est un coup dur pour de Gaulle. Mais celui-ci entend hâter la libération de la ville et des autres poches afin d'obtenir une première victoire française. Pour les Alliés, la réduction de la poche de Royan n'est pas prioritaire. Leurs divisions sont sur l'Elbe, à moins de 200 km des Russes, et se rapprochent à grand pas de Berlin. Dans le secteur de Royan, rien n'allait changer après le raid de janvier. La guerre de position reprend son cours, les Allemands menant quelques opérations de long de la ceinture défensive, tentant de s'infiltrer de l'autre côté de la Seudre. Les escarmouches qui se succèdent maintiennent l'illusion d'un combat mais ne justifient pas le lancement d'une grande offensive. Celle-ci sera néanmoins déclenchée à la demande des Français.

« Indépendance », rebaptisée « Vénérable », est programmée pour le 14 avril 1945. Le 25 mars Larminat dissout les Forces Françaises de l'Ouest du colonel Adeline, pour créer le Détachement de l'Armée de l'Atlantique. L'attaque sera menée par des unités régulières englobant les forces du

maquis au sein des 50^e, 107^e et 158^e régiments d'infanterie. La division de marche Gironde venait ainsi d'être créée avec à sa tête le général d'Anselme.

L'assaut sera précédé d'un bombardement mené par 1 200 appareils de la 8^e *Air Force* américaine. L'artillerie de marine de la *French Naval Task Force* du contre-amiral Ruë (25 bâtiments et des dragueurs de mines canadiens) prendra le relais avant une dernière phase de bombardement assurée par une brigade d'artillerie lourde américaine. À la suite de cette phase préparatoire, un important corps blindé ouvrira la marche à l'infanterie. Afin de mener cet assaut vers la victoire et d'empêcher toute contre-offensive, Larminat a obtenu des moyens supplémentaires auprès du général de Gaulle et des Alliés. Des bataillons coloniaux, ainsi que des formations d'Afrique Noire en provenance de la 1^{re} DFL, le 4^e Zouaves, un bataillon du 6^e tirailleurs...

Pour constituer le corps blindé français, la Première armée du général de Lattre a dû se séparer de certaines unités de la 2^e DB du général Leclerc : le régiment blindé de fusiliers marins (RBFM), le 12^e régiment de chasseurs d'Afrique (RCA) et le 12^e Cuirassiers. Au total 200 chars qui rejoignent devant Royan des éléments du 13^e régiment de Dragons et le bataillon Foch équipé de chars Sherman. Le Détachement de l'Atlantique aligne ainsi 30 400 hommes. La division de marche Gironde (23 700 hommes) est prévue pour l'attaque frontale sur Royan, tandis que la brigade Oléron (6 700 combattants) débarquera sur la rive gauche de la Seudre pour libérer la presqu'île d'Arvert⁵.

Le général d'Anselme a divisé ses forces en deux groupements. Le groupement Nord du colonel Granger doit mener son attaque sur l'axe Médis, Belmont, Royan, tandis que le groupement Sud du colonel Adeline (sous-groupements Faulconnier et Frugier) est en charge de l'axe Musson, Saint-Georges-de-Didonne, Pointe de Vallières.

L'opération « Vénérable » est déclenchée le 14 avril à l'aube avec le largage de 3 000 tonnes de bombes sur la poche de Royan. Le réduit de Royan est bombardé avec des centaines de milliers de litres de napalm, liquide incendiaire utilisé pour la première fois. Les blockhaus ne sont pas détruits, mais les effets sont spectaculaires. Positionnée au large de la pointe de la Coubre et de la pointe de Grave, la marine française ouvre le feu sur les fortifications allemandes. Les tirs du cuirassé *Lorraine* et du croiseur *Duquesne* écrasent les défenses de Saint-Sordelin et des Ajoncs.

Le groupement Granger s'élance et des éléments du 4^e Zouaves et un escadron de chars du 12^e Cuirassiers s'emparent de Médis dès 9 heures. Pour progresser, les blindés ont dû se frayer un chemin sur des voies déminées par le Génie. Partout, les villages ne sont plus qu'amas de ruines calcinées et de ferrailles tordues.



Henri Amiel, commandant du BM2, et le Révérend Père Michel à Châteauneuf-sur-Charente en janvier 1945 (DR).

Les avant-postes établis entre Semussac, Musson, Trignac et Château-le-Didonne sont enlevés dans la matinée. Meschers-sur-Gironde est occupé en fin d'après-midi par le 107^e RI qui a bénéficié de l'appui blindé du 12^e RCA, lui permettant de pousser jusqu'à la pointe de Suzac atteint en fin de journée. Le lendemain, une nouvelle attaque est lancée par le sous-groupement Faulconnier. Le bataillon de marche n° 2 de l'Oubangui-Chari (BM2) et le bataillon de marche n° 5 des Antilles (BMA5) doivent franchir la principale ligne de défense allemande devant Royan. L'ennemi s'y défend vigoureusement. Didonne est atteint par le BMA5, tandis que le BM2 ouvre la voie vers Saint-Georges-de-Didonne et le point fortifié de la Triloterie. La jonction avec le 4^e Zouaves se précise devant Royan.

Dans le secteur Nord, Granger poursuit son attaque en direction du point fortifié de Belmont. Après un bombardement aérien, Belmont est attaqué en début d'après-midi par les 1^{er} et 3^e bataillon du 4^e Zouaves, appuyés par un escadron de chars du 12^e Cuirassiers. Vers 16 heures, la garnison allemande se rend, ouvrant la route vers Royan. À 21 heures, le Casino et la Grande Conche de Royan sont en vue. Les Allemands qui n'ont pas encore évacué la ville s'y sont retranchés. Le 4^e Zouaves et les blindés se chargent alors de nettoyer la place sans parvenir à neutraliser le secteur de Pontailac, où de nombreux blockhaus sont restés intacts. Quant aux quartiers du port, les libéra-

⁴ Royce échappera au conseil de guerre et sera muté aux États-Unis à un poste administratif. Il reste considéré par les autorités françaises comme le responsable de ce bombardement inutile et meurtrier.

⁵ Cette brigade est composée du 158^e RI, de deux bataillons du 50^e RI, du bataillon de fusiliers marins de Rochefort, d'un groupe de canons de 75 du 12^e RA, d'un groupe de canons de 155 du régiment de canoniers marins et d'une compagnie du 92^e régiment du génie.

teurs découvrent une zone entièrement rasée, méconnaissable, sans vie...

La brigade Oléron passe à l'action en franchissant la Seudre le 16 avril. Elle investit la presqu'île d'Arvert où le réduit de la Coubre n'a pas déposé les armes. Les forces de la brigade sont réparties en quatre groupements. Le groupement Monnet (158^e RI) et le groupement Cézard (50^e RI) doivent marcher vers la Tremblade, Ronce-les-Bains et Arvert pendant que les groupements Nord et Sud « nettoieront » les secteurs de Royan, Jaffe et Vallières.

Débarqués sur la rive gauche de la Seudre, les 158^e et 50^e RI effectuent leurs premiers coups de main afin de faire place aux blindés du groupement Verdier (division Gironde) en route vers le nord de la presqu'île. En milieu d'après-midi, un détachement composé du 12^e RCA et d'un escadron du 1^{er} RSM libère Fontbedeau totalement dévasté par les bombardements.

Tandis que Verdier remonte vers la Tremblade, l'infanterie a franchi la Seudre depuis le secteur de Marennes. Le 158^e RI s'empare de la Tremblade. De son côté, le 50^e RI débarque au sud de la Seudre en aval de Chaillevette. La traversée du 3^e bataillon dure toute la journée. Des groupes d'une quinzaine de combattants s'installent sur des embarcations à fonds plat, manœuvrées par des résistants connaissant parfaitement le secteur et les différents chenaux. Deux groupements de commandos (commando Fournier et commando Capin) sont les premiers à traverser avant de foncer vers la Tremblade. Dans l'après-midi, la jonction entre les deux régiments est enfin établie dans les environs de la Tremblade. Les marins allemands du bataillon *Tirpitz*, disposés le long de la Seudre, ont été totalement dépassés par l'offensive française, surpris par l'audace d'une telle manœuvre.

Au nord de Royan, 550 bombardiers pilonnent à nouveau Jaffe et la Coubre. Pendant que le détachement Roy (un bataillon du 131^e RI et les blindés du 12^e Cuir) s'emploie à libérer Jaffe, le groupement Rouvillois s'empare de Vaux-sur-Mer avant de filer en direction des Mathes. Le 4^e Zouaves s'illustre une nouvelle fois en enlevant les ouvrages de Vaux et de Jaffe. Saint-Georges, Vallières, les Mathes sont libérés après une vive résistance allemande. Le 16 avril au soir, seuls le réduit de la Coubre et le blockhaus de Pontailac ne sont pas encore aux mains des Français.

Le réduit de la Coubre abrite une multitude de bunkers disséminés sur la presqu'île

d'Arvert, permettant aux Allemands de contrôler totalement l'entrée de la Gironde. Dominant la forêt, le phare de la Coubre et le sémaphore constituent le cœur de la station radar de la *Kriegsmarine* à l'extrémité sud de la presqu'île. Aménagée au cours de l'été 1944, la batterie « *Muschel* » est une des pièces maîtresses du dispositif. Ses quatre pièces de 240 mm sont capables de tirer aussi bien vers la mer que vers l'intérieur des terres, avec une portée approchant les 25 km.

Le 17 avril, la zone est soumise à un violent bombardement aérien. L'incendie qui se propage rapidement perturbe la progression de la brigade Oléron. Le 4^e Zouaves a reçu comme objectif le repaire de Michahelles, le blockhaus de Pontailac. L'amiral s'y est retranché avec ses derniers fidèles. Mais après avoir résisté avec acharnement, à bout de force et de munitions, l'amiral allemand, 12 officiers et 97 sous-officiers et hommes de troupe finissent par se rendre. Cette reddition ne permet pas pour autant la fin des combats, Michahelles refusant de donner l'ordre au réduit de la Coubre de se rendre. D'Anselme ouvre alors des pourparlers avec les marins du bataillon *Tirpitz* qui défendent la Coubre. Ces derniers demandent une trêve. Ils n'obtiennent que douze heures pour donner leur réponse.

Le lendemain, 18 avril, à 7 heures du matin, le chef du réduit de la Coubre remet sa capitulation aux forces alliées. 800 Allemands se rendent au général de Larminat. La prise de la pointe de la Coubre marque la fin de l'opération « *Vénérable* ». L'ennemi compte 480 tués et 4 600 prisonniers, dont 220 blessés. Les pertes françaises sont lourdes, 154 tués et 700 blessés, sans parler des dizaines de victimes civiles. Le 4^e régiment de Zouaves compte à lui seul 60 tués et 250 blessés.

Les troupes de Leclerc à l'assaut de Royan

La 2^e DB a joué un rôle important dans les combats pour la libération de Royan. Sa participation était pourtant loin d'être acquise tant Leclerc avait tout fait pour s'y opposer.

La partie de bras de fer avec de Gaulle et de Lattre remonte à février 1945. La 2^e DB est alors au repos dans l'Indre, après avoir été retirée du front suite à la prise de Colmar. Mais Leclerc s'impatiente. Il espère un départ pour la Forêt-Noire pour participer à la grande chevauchée au cœur du Reich. Il sait que ce sera l'ultime bataille, la plus glorieuse peut-être. Il accepte mal cette

mise au repos, alors que les autres divisions blindées ont été maintenues en ligne par de Lattre. Leclerc, d'ailleurs, ne supporte plus l'idée de devoir combattre sous l'autorité de ce général qu'il juge autoritaire et mauvais stratège.

Concernant sa division, Leclerc croit sincèrement que le commandement n'en n'a pas fait le meilleur usage, la plaçant souvent dans un second rôle ingrat. Il réclame un retour sous commandement américain. Mais celui-ci ne peut rien décider sans l'aval du général de Gaulle. Et ce dernier vient de s'engager auprès de Larminat en lui promettant la division Leclerc pour renforcer le Détachement de l'Atlantique.

À cette nouvelle, Leclerc laisse éclater sa colère. C'est en participant à l'invasion du Reich que les armées françaises pourront à coup sûr se couvrir de gloire, non en allant s'embourber « *dans les parcs à huîtres de Marennes* ». Le 28 mars 1945, il adresse une dernière requête au général Juin, chef d'état-major de la Défense nationale, lui demandant de faire donner l'ordre de rejoindre d'urgence le général Patton. Sa demande restera sans suite.

Dans l'intervalle les troupes américaines n'ont cessé de progresser vers l'est. Elles franchissent le Rhin le 30 mars 1945. Le 1^{er} avril, la Première armée fait son entrée en Allemagne. Et Leclerc est toujours dans le Berry. Après avoir brandi la menace d'une démission, de Gaulle et Larminat lui assurent que sa division reprendra le chemin de l'est de la France dès la fin des opérations sur Royan. Leclerc doit s'incliner.

Le 8 avril 1945, sur 16 000 hommes, près de 10 000 rejoignent le front de l'Atlantique. Dès leur arrivée le 12 avril, ils sont intégrés à la division Gironde. Intimement persuadé que l'opération sur Royan n'est qu'une « *mascarade* », Leclerc refuse d'intervenir personnellement et charge le général de Langlade de coordonner sur place les opérations⁶.

Leclerc dépêche un autre officier de valeur, le colonel Rouvillois, patron du 12^e Cuirassiers, pour prendre le commandement du sous-groupement Ouest devant s'emparer de Royan puis de la pointe de la Coubre.

Pour la durée de l'opération « *Vénérable* », un autre sous-groupement comprenant le 12^e RCA est placé sous le commandement du commandant Gribius – chef du 12^e RCA. Il fait partie du groupement Est du lieutenant-colonel Verdier qui doit libérer Arvert, la Tremblade et Ronce-les-Bains.

Avec ces renforts, les troupes françaises combattent désormais à cinq contre un.

⁶ Paul Girod de Langlade est un fidèle de Leclerc. Il l'a rejoint durant l'été 1943 à la tête du 12^e RCA. Commandant le groupement tactique L, il s'est ensuite illustré en Normandie dans la forêt d'Écouves, à Paris, Vittel, Dompaire, Saverne et devant Colmar en janvier 1945.



Le colonel Paul de Langlade dans le parc de Sunderlandwick Hall, en Angleterre, le 11 juillet 1944 (coll. J.-C. Galvez).

Outre les formations blindées – 12^e Cuir, escadrons du 1^{er} RBFM et 12^e RCA –, montent en ligne le 1^{er} régiment de spahis marocains (2^e escadron), des éléments du 13^e bataillon du génie et du 40^e régiment d'artillerie. Deux bataillons de marche sont également sollicités : le 2^e bataillon de l'Oubangui-Chari et le 5^e bataillon des Antilles (BMA5) du colonel Tourtet⁷. Ce dernier doit s'emparer de Didonne et de Saint-Georges-de-Didonne en 48 heures. Pour y parvenir, il bénéficie de l'appui du bataillon Foch et du bataillon de Bigorre. Les deux objectifs sont atteints en quelques heures. Mais lorsque le colonel Tourtet se rend le 15 avril sur les lieux des combats, à la sortie de Saint-Georges-de-Didonne, pour une mission d'inspection, il est abattu avec deux de ses officiers par les tirs d'une mitrailleuse allemande⁸.

Dès la première journée des opérations, la situation reste difficile pour les hommes de

Leclerc. Au nord, Verdier ne peut déboucher comme prévu. L'escadron de Bort (12^e RCA) reste bloqué devant Fontbedeau, empêché par des champs de mines, des tirs des snipers et des salves d'artillerie. La percée ne sera réalisée que le lendemain. Le 16 avril 1945, Leclerc perd un nouvel officier. Lors de sa progression sur l'axe La Tremblade-Roncelles-Bains, Gribius est grièvement blessé à la mâchoire. Il laisse son commandement au capitaine d'Alañçon qui poursuit l'attaque en chargeant le 3^e escadron du 12^e RCA d'enlever Fontbedeau, tandis que le 1^{er} escadron poursuit sur La Tremblade. Fontbedeau tombe définitivement vers 16 heures.

Parmi les officiers tués au combat figure le commandant de Person, officier en second du 12^e Cuir. De Person est arrivé sur le front de Royan le 15 avril, le même jour que Leclerc. Ce jour-là, en début d'après-midi, avec Leclerc et d'autres officiers, il décide de suivre depuis l'observatoire du hameau de Pouyaud l'attaque déclenchée dans le secteur de Médis. Les Français sont à 1 300 m des lignes allemandes. Ce qu'ils ignorent, c'est que leur position a été repérée. De Person est atteint par un éclat d'obus allemand le tuant sur le coup, ainsi que le lieutenant Fraysse qui était à ses côtés. Ce jour-là, Leclerc échappe de peu à la mort⁹.

Dans l'intervalle, Rouvillois a engagé l'offensive vers Royan avec les chars du 12^e Cuir et les blindés du RBFM. Son attaque permet en fin de journée la libération de Saint-Pierre-de-Royan. Le 4^e escadron du 12^e Cuir entre le premier dans Royan. Rouvillois poursuit vers l'ouest, enlève Jaffe et les Mathes, et atteint la limite de la presqu'île et les ouvrages fortifiés de la Coubre et de la Grande-Côte. Le général de Langlade reçoit les dernières redditions allemandes le

18 avril 1945 à 8 heures, 800 prisonniers auxquels les Français rendent les honneurs. Les combats à peine terminés, Leclerc fait appeler le général de Langlade à son PC pour lui annoncer la bonne nouvelle : le départ vers l'Allemagne est prévu pour le lendemain. Sans attendre l'ordre de mouvement, Leclerc a déjà fait ses bagages. Avant de partir, il lui confie le soin de veiller à ce que tous les éléments de sa division puissent être acheminés sans plus tarder pour rejoindre la 7^e armée du général Patch. Les premiers départs sont amorcés le 22 avril 1945. La 2^e DB quitte le front de l'Atlantique sans véritable regret.



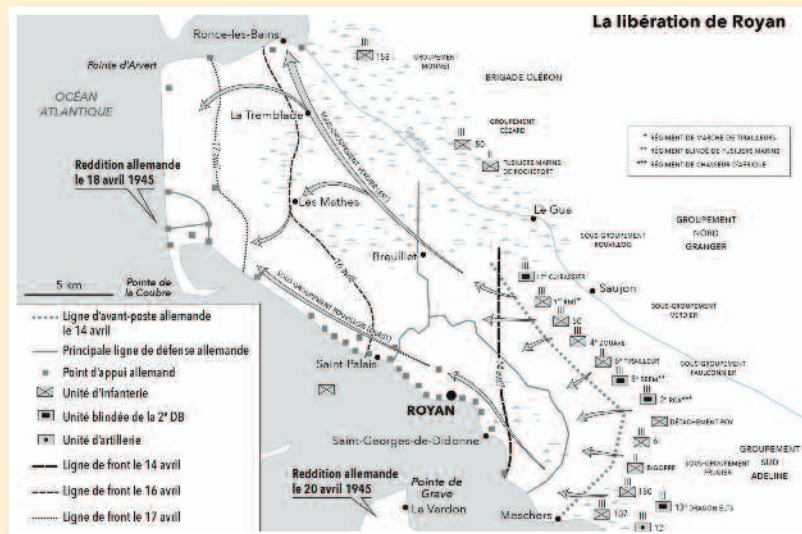
Le général de Gaulle décore le caporal Bomaya, du BM2 (DR).

Ce même jour, le général de Gaulle passe en revue les troupes rassemblées au camp des Mathes, 10 000 hommes au garde-à-vous. Toutes les unités combattantes sont représentées : infanterie, FFI, fusiliers marins, détachements de l'aviation et de la marine, formations féminines de la Croix-Rouge. Les résistants, les guides et les passeurs qui ont aidé les troupes à franchir la Seudre sont félicités comme il se doit. De Gaulle honore une cinquantaine de combattants dont l'action a été décisive durant les combats, et rend hommage aux généraux français. Avant de quitter les lieux, il décore le 4^e Zouaves pour son action déterminante dans les combats, faisant à lui seul plus de 2 000 prisonniers allemands, dont leur amiral, symbole de la résistance allemande de la poche de Royan.

Stéphane Simonnet

Notice biographique

Stéphane Simonnet est chercheur associé au CRHQ, laboratoire d'histoire de l'université de Caen, et membre du conseil scientifique de la fondation. Il vient de faire paraître *Les Poches de Libération, janvier 1944-mai 1945* chez Tallandier en mai 2015.



⁷ Le BMA5 a été créé au lendemain du ralliement de la Guadeloupe et de la Martinique à la France Libre en juillet 1943. Les dissidents rapatriés de Sainte-Lucie et de la Dominique et tous les autres volontaires ont alors été regroupés dans un bataillon de marche des Antilles. Les nouvelles recrues embarqueront vers l'Afrique du Nord en mars 1944 pour commencer l'entraînement.

⁸ Le lieutenant-colonel Tourtet sera fait compagnon de la Libération.

⁹ Le corps du commandant de Person sera inhumé le 18 avril 1945 dans un caveau du cimetière de l'abbaye de Sablonceaux.

Radcofani 1944, le courage d'oser (2^e partie)

Les hommes de la 13^e DBLE

Mais qui sont donc ces hommes qui ont choisi de servir la France sous le drapeau de la Légion et d'où viennent-ils ?

Il s'agit d'une humanité bigarrée, ce qui correspond d'ailleurs à l'esprit de ce corps militaire hors du commun. Très jeunes, jeunes ou moins jeunes, ils représentent la moitié du monde, avec un noyau de miliciens espagnols qui ont dû quitter leur pays après la chute de la République, mais aussi des Français (beaucoup d'anciens pétainistes) qui se sont engagés dans le respect des règles, tout comme des Monégasques, Belges, Luxembourgeois ou Suisses, pour justifier leur francophonie. Nombreux aussi sont les Suisses de souche (il ne faut pas oublier que le nombre des légionnaires originaires de la Confédération a été toujours très important, dépassé seulement par les Allemands et les Italiens). Très rares sont les Allemands et les Italiens déclarés, car on a préféré en laisser la plupart à Sidi Bel Abbès et dans les garnisons marocaines, afin de leur éviter le traumatisme moral de devoir se battre contre des compatriotes. En réalité, ce sont les désertions que les hauts-commandements craignent, dans ce genre de situations. Mais aussi des Juifs en nombre, dont Gustavo Camerini, des Polonais, qui n'ont pas voulu suivre – allez savoir pourquoi – le général Anders, des Irlandais.

Parmi les rares Italiens, Mario Jean Carletti, Piémontais de Limone. Capturé en Afrique, il a réussi à réintégrer les rangs en s'évadant du camp de concentration de Laterina, à Arezzo. Il tombera en Indochine en 1946.

Sur le plan social, il y a de tout : depuis l'aristocrate est-européen jusqu'au banquier frustré et à l'idéaliste, en passant par celui qui n'a pas d'autre moyen pour se faire naturaliser Français, l'ouvrier ou encore le baroudeur par vocation. Eh, oui, lui aussi, car, sinon, que deviendrait l'image autant séduisante que stéréotypée de la Légion ? Nous allons décevoir tous ceux qui aimeraient savoir pourquoi tous ces hommes se sont engagés, car nous ne saurions trahir cette règle inviolable de la Légion qui consiste à « *ne jamais demander au légionnaire le motif de son engagement* ».

Nous voilà, enfin, face à un monde bariolé qui sut toutefois honorer avec courage son choix, dans le respect de la devise « *honneur et fidélité* » et en payant le prix fort en terme de vies humaines.

Tout au long de la campagne d'Italie, la 13^e a eu 370 morts (108 rien qu'à Radcofani !), dont 21 officiers, et plus de 900 blessés.

Une formation à plusieurs égards hors du commun, qui a su se couvrir de gloire dès les premières années de son existence. Seule formation interarmes de la Légion, la 13^e DBLE a été constituée en 1940 à Sidi Bel Abbès, avec du personnel en provenance de tous les régiments en garnison en Algérie et au Maroc, par le lieutenant-colonel Magrin-Vernerey dit « *Monclar* », qui en prit le commandement en choisissant comme devise « *More Majorum* ». Quant aux légionnaires, ils se montrèrent tout à fait dignes de cet appel, en combattant dès le début « *à la manière des anciens* ». La première destination des deux bataillons de la 13^e DBLE aurait dû être la Finlande, mais la lenteur de l'entraînement et les hésitations du gouvernement français ne permirent pas aux légionnaires de porter secours à cette petite nation. La 13^e fut cependant affectée à la 1^{re} division légère de chasseurs du général Bethouart, qui se préparait à appareiller pour la Norvège et, le 6 mai, nos légionnaires se trouvaient à Ballanger, base avancée des opérations dans le théâtre norvégien. Le 28, après la prise de Meby et Bjerkvik, occupées par des forces allemandes considérables, ils traversèrent le Rombaksfjord et débarquèrent à Narvik. Une journée entière de combats, contre un ennemi particulièrement tenace, fut nécessaire aux légionnaires pour prendre la ville.

Quand l'unité rentra à Brest, le 14 juin, l'armée française était déjà en déroute. Déterminée à continuer la lutte, la 13^e rembarqua pour l'Angleterre, où elle se mit à la disposition des forces de la France Libre du général de Gaulle.

Envoyée en Afrique en août 1940, la 13^e embarqua à Freetown¹, fit la circumnavigation du continent et remonta sa côte orientale jusqu'à Port Soudan, où elle arriva le 14 février 1941. Déployée en Érythrée, elle se distingua pendant les combats qui permirent aux Alliés d'occuper Keren, en provoquant la reddition de la garnison italienne de Massaoua.

Après une brève intervention en Syrie (où elle se trouva face au 1^{er} régiment de Légion étrangère, resté fidèle à Vichy) et en Palestine, la 13^e fut envoyée en janvier 1942 en Libye avec pour tâche de défendre la position la plus au sud de la ligne fortifiée de Gazala : Bir Hakeim. C'est ici que les légionnaires et les coloniaux du général Koenig réussirent à bloquer, du 27 mai au 11 juin, la dernière grande offensive du maréchal Rommel.



Le général Catroux remet un étendard au lieutenant-colonel Amilakvari, commandant de la 13^e DBLE, à Beyrouth (Amicale de la 1^{re} DFL).

Le 24 octobre, le colonel Amilakvari, commandant de la 13^e DBLE, est tué alors qu'il mène personnellement l'assaut contre les positions allemandes d'El Himeimat. Ce prince géorgien, qui s'était réfugié en France après la révolution soviétique, avait dit un jour : « *Pour nous, les étrangers, il existe un seul moyen de manifester notre gratitude à la France pour l'accueil qui nous a été réservé : mourir pour elle.* »

Après avoir participé aux opérations en Tunisie, la 13^e prit part, jusqu'à la libération de Radcofani, à la campagne d'Italie, au cours de laquelle elle obtint un très grand nombre de décorations assignées à titre individuel. L'unité, quant à elle, reçut la médaille militaire, la croix de guerre et surtout la médaille du très prestigieux ordre de la Libération, créé par Charles de Gaulle en novembre 1940 pour « *récompenser les personnes ou les collectivités, militaires ou civiles, qui se seront signalées dans l'œuvre de libération de la France et de l'empire* ». À la fermeture de ses rôles, en 1946, l'ordre avait décoré 1 029 hommes, neuf femmes, dix détachements militaires et cinq villes. Les quatre Italiens décorés appartenaient tous à la 13^e demi-brigade : Dino di Favero, Augusto Bruschi, Ettore Toneatto – tombés à Keren, en Afrique Orientale – et Gustavo Camerini.

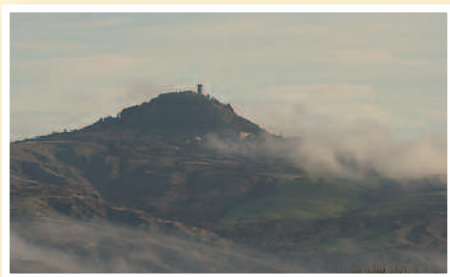
Né en 1907, Gustavo Camerini achève son service militaire en Italie en 1929 et mène des études universitaires jusqu'à l'obtention d'une licence en droit. Il entame alors une activité professionnelle, avant d'être contraint en tant que juif, en 1938, en raison des lois raciales, de se réfugier en France, où il s'engage dans la Légion. Promu sous-lieutenant le 1^{er} mars 1940 et affecté à la 13^e DBLE, il se bat en Norvège, avant de rallier les Forces françaises libres le 18 juin en Angleterre, sous le pseudonyme de Clarence, et de participer, en septembre, à l'expédition de Dakar. Lieutenant en 1941, il participe à la cam-

¹ Après l'échec de l'opération sur Dakar, fin septembre 1940, et la campagne du Gabon, en novembre, les hommes de la 13^e DBLE embarquent à Freetown, au début de janvier 1941 (NDLR).

pagne d'Érythrée, est blessé à Massaoua, en combattant contre les troupes italiennes, puis se bat successivement en Syrie, à Bir Hakeim, à El Alamein et en Tunisie. Pendant la campagne d'Italie, il est de nouveau blessé, à Pontecorvo puis à Radicofani. Promu capitaine pour mérites de guerre, il est affecté à l'ambassade de France à Rome. Démobilisé le 12 octobre 1945 à Paris, il rentre finalement en Italie, où il devient avocat près la cour d'appel de Milan puis en cassation.

La bataille de Radicofani

Nous voilà à l'aube du 17 juin, avec des conditions météorologiques exécrables qui rendent les opérations, sinon impossibles, du moins très difficiles. Une pause de quelques heures, faute de pouvoir s'arrêter quelques jours, est indispensable. Cependant, le haut-commandement allié, convaincu que l'armée allemande est désormais à genou et que l'offensive sur le front italien peut se conclure bien au-delà des Apennins avant l'hiver, exige qu'on fasse vite. Il n'y a donc pas de temps à perdre.



Une vue de Radicofani (DR).

Malheureusement, Clark se trompe, encore une fois. Il ne sait pas, ou il feint de ne pas savoir, que les Allemands, après que Kesselring a décidé de renoncer – pour des raisons stratégiques assez évidentes – à défendre la ligne « Albert » sur le lac Trasimène, sont déjà en train d'aménager cette extraordinaire barrière appelée ligne « gothique » devant laquelle les alliés resteront cloués pendant de longs mois. C'est bien le 16 juin que le VI^e et le XIII^e corps d'armée du Reich se regroupent au nord des Apennins et commencent les travaux de fortification.

Ce choix de diriger l'offensive vers l'Apennin toscan – qui, pour beaucoup, devait moins à la logique opérationnelle qu'à un entêtement personnel – semble donner raison à ceux qui soutiennent la thèse du maréchal Alexander, suivant laquelle il serait moins coûteux en temps, en matériel et en hommes de remonter la côte adriatique vers le nord. C'est ainsi.

Le 17 juin à 5 heures, la division reprend son mouvement. Il fait froid, il pleut, le jour peine à se lever. Les hommes du 1^{er} BLE, aux ordres du légendaire commandant Gabriel Brunet de Sairigné, ont la tâche de



Gabriel Brunet de Sairigné (DR).

s'emparer de la forteresse, tandis que les Algériens du 22^e bataillon de marche nord-africain (BMNA) doivent appuyer les légionnaires sur le flanc gauche, plus ou moins du côté des Capucins.

On part. Sous de tels auspices, la journée doit éveiller des pensées plutôt noires. Ce n'est pourtant pas le cas du légionnaire Michel Henry qui, avant de quitter la ferme, enfin, ce qu'il en reste, où il a passé la nuit, trouve encore le temps d'écrire sur son petit cahier noir : « On a reçu l'ordre de partir, nous avons laissé les lieux comme nous les avons trouvés, ou presque... nous n'avons pas débarrassé la table ni fait la vaisselle. »

Quant au légionnaire Durand, catalan anti-franquiste, grand compagnon du sergent Mittenaere, il écrit, à la fin de cette journée : « Après deux nuits sans sommeil et l'action meurtrière d'hier soir, on a dormi profondément. Deux tasses de café et mon corps s'est détendu, les muscles en cotonnade. Emporté par un irrésistible besoin de dormir, je fermai les yeux malgré moi. »

Ce fut une journée de combats ininterrompus.

Favorisés par le terrain, les Allemands ne lâchent rien. Nombreux sont les morts. Les détachements français qui opèrent à l'est de Radicofani consolident leurs positions à San Casciano Bagni et sur les flancs du Monte Calcinaio, où se trouve la 4^e brigade, en se rapprochant du pied de la forteresse.

Alors que le bataillon nord-africain occupe le carrefour de Madonna delle Vigne, capital, l'offensive du bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique échoue ; le vaillant capitaine Blanchet périt dans l'assaut. Le légendaire capitaine Paul-Hémir Mézan tombe lui aussi, le lendemain, tué par un éclat d'obus pendant

qu'il défend Madonna delle Vigne. Les choses ne vont pas mieux à l'ouest de Radicofani, où les Algériens du 22^e BMNA ne progressent point.

Quant au noyau central du déploiement, le 1^{er} BLE du commandant de Sairigné, après un bond en avant pendant la matinée, quand Radicofani semblait être à portée de main, il est arrêté par les chars allemands et un violent feu d'artillerie auquel les pièces des 1^{re} et 3^e batteries du 1^{er} régiment d'artillerie ont du mal à répondre.

Cette même journée enregistre l'intervention du groupement Baron, composé de deux escadrons de tanks-destroyers (moyens d'assaut qu'on utilise, faute de mieux, comme chars), deux escadrons de reconnaissance du 1^{er} régiment de fusiliers marins et une compagnie de chars Sherman du 754^e régiment d'infanterie divisionnaire américaine. Le groupement se dirige vers la ville, mais l'état abominable des routes et le feu de l'artillerie ennemie l'empêchent d'atteindre Corniolo, cote 632.

En regagnant leur base par de petits chemins de campagne, les destroyers se heurtent à des chars Panther, dont l'un est mis hors de combat : sa silhouette calcinée restera une sorte de symbole de toute l'opération Radicofani.

Malgré tous les efforts, on n'a pas dépassé Podere Tre Colle, à environ trois kilomètres de Radicofani. Trois kilomètres ne seraient pas grand-chose mais, dans ce contexte-là, ils deviennent vraiment un calvaire interminable. Le bourg et son château se dressent sur un rocher très élevé qui surplombe l'ensemble de la ligne défensive, très fermement tenue par les détachements allemands, les meilleurs dont Kesselring dispose. Depuis le pic, surtout, on observe très bien les mouvements des troupes ennemies, qui se meuvent sur un terrain on ne peut plus difficile, avec des ravins infranchissables, même pour des acrobates. Alors, pour des assaillants constamment tenus en joue...



Deux chars allemands détruits au bord de la Via Cassia, vers Radicofani (DR).

Les Allemands occupent toutes les positions-clés, à commencer par le Palais de la Poste, un bâtiment autant splendide que solide, appuyé au versant méridional de la haute muraille de protection, à la jonction

avec la route nationale *Cassia*, que les Médicis, dit-on, firent construire en 1559 après l'annexion de Radicofani au grand-duché de Toscane.



Un 105 en action en Italie (Amicale de la 1^{re} DFL).

C'est dans ce palais de la Renaissance, aux murs assez épais pour résister aisément aux pièces d'artillerie de 105 mm, que le commandant Herald Rathjens, un soldat tout d'un bloc aux origines prussiennes, décoré d'une croix de fer à Lvov, sur le front russe, a installé son poste de commandement : il dispose, à l'intérieur même et aux alentours du palais, d'une douzaine de mitrailleuses de 20 mm, de quelques obus de 75 mm, de plusieurs mortiers et de trois *Panzer* utilisés comme artillerie automotrice. Sous ses ordres, une garnison très déterminée composée de parachutistes du 1^{er} corps de parachutiste, le *I. Fallschirmkorps*, et de tankistes du 67^e régiment de Panzergrenadiers appartenant à la glorieuse 26^e Panzerdivision.

Les défenseurs de Radicofani disposent d'autres positions stratégiques avec la forteresse elle-même, dont l'imposant donjon fait office d'observatoire sur l'ouest et l'est du col, et la Torre Civica (la tour municipale), connue aussi sous le nom de tour de l'Horloge, construite au-dessus de la porte de ce bourg du haut Moyen-Âge, qui se retrouva en pleine ville après l'agrandissement urbain du XIII^e siècle. Dans cette tour de plus de vingt mètres de haut, qui abrite depuis le XVI^e siècle une horloge à poids, les allemands ont niché

deux mitrailleuses. La tour sera minée et détruite par les sapeurs allemands avant leur retraite, pour laisser un « *souvenir* » à la population.

Bref, le 17 juin au soir, on est dans une impasse. C'est le général Brosset qui met au point et dirige une nouvelle manœuvre qui déplace vers l'est le centre de gravité de l'offensive. Il s'agit d'un plan assez simple, qui prévoit que les détachements déployés au pied des monts Cetona et Calcinaio fassent un détour pour atteindre Radicofani depuis Fonte Antese et Madonna delle Vigne.

Arrivé à ce point, on se demande pourquoi, devant des problèmes d'orographie² si évidents, l'offensive devait, presque obsessionnellement, passer par Radicofani, au lieu d'emprunter d'autres chemins moins difficiles. La réponse est pourtant simple, et il suffit de regarder une carte géographique de l'époque pour la trouver : la seule route digne de ce nom qui mène de Rome à Florence est la *Via Cassia*, qui justement grimpe jusqu'à Radicofani pour en redescendre vers le Val d'Orcia. Alors que l'Autoroute du Soleil actuelle n'était encore pas même imaginée par les visionnaires, les chemins carrossables qui passaient par Grosseto-Sienne et Orvieto-Arezzo étaient partiellement praticables et de toute façon beaucoup plus longs. Moyens de transport militaires et *impedimenta*³ ne pouvaient passer que par la *Cassia*.

Construit sur un relief, à plus de 900 mètres de hauteur, sur le tracé de la voie romaine consulaire *Cassia*⁴, Radicofani fut pendant des siècles l'une des places fortes les plus importantes d'Italie. La forteresse, qui est visible à des dizaines de kilomètres de distance, et semble planer sur le bourg, a été érigée au XIII^e siècle, reconstruite en 1565 et partiellement démolie au XVIII^e. Depuis la terrasse de la tour, haute de 37 mètres, on domine un vaste territoire.

En face, le groupement Ouest, appuyé par l'artillerie du 1^{er} régiment français (obus de 105) et du 977^e groupe américain (canons de 155/45), respectivement alignés au Fosso San Francesco et au Voltole, essaie une action de diversion pour engager le plus possible les allemands, retranchés sur le côté oriental de Radicofani.

Le 18 juin, journée décisive

Nous sommes à l'aube du 18 juin 1944, une journée qui sera décisive pour le sort des combattants.

Il a arrêté de pleuvoir, mais il fait encore froid et quelques-uns, emmitouflés dans les couvertures, sirotent un « *jus de chaussette* »⁵ pas vraiment grand hôtel, tout en papotant avec les camarades. Depuis quelques heures court le bruit (qui sera d'ailleurs confirmé) d'un très prochain déplacement en France, dans la vallée du Rhône, pour participer à l'expulsion de l'occupant. Un légionnaire natif de Patay se rappelle que, ce même jour, chez lui, on fête la victoire de Jeanne d'Arc contre les Anglais, un 18 juin, il y a bien longtemps⁶. Si ça se trouve, cette date portera chance.

Les uns vérifient leurs armes individuelles, d'autres font leurs ablutions dans l'abreuvoir de la cour, d'autres encore – cela existe même dans la Légion – s'adressent au bon Dieu, peut-être par l'intermédiaire de saint Georges ou sainte Barbara, patrons des légionnaires, tout comme saint Antoine le Grand. Quelques centaines de mètres plus loin et plus haut, des garçons du même âge, contre lesquels ils vont bientôt se battre – les paras, les tankistes et les sapeurs qui occupent Radicofani – font à peu près les mêmes choses.

Quelques légionnaires ont couché au bivouac, d'autres, plus chanceux, dans le sous-sol de l'un des nombreux hameaux parsemant la région, dont ils ont partagé souvent l'espace avec des civils qui, par crainte des bombardements (nombreux, les jours précédents, sur Radicofani, San Casciano Bagni, Bagnoregio et Acquapendente) ou de se retrouver au milieu des combats, ont fui leurs maisons, et attendent leur sort dans ces bâtiments ruraux, qui ne sont pourtant pas toujours épargnés par le feu des mortiers allemands.

Les commandants donnent les dernières instructions, les troupes se rassemblent et, à l'heure prévue, on se met en marche.

Radicofani les attend, là-haut, sévère et envoûtante, avec sa silhouette grise – on dirait une vision dantesque – qui disparaît



Vue de La Rocca (DR).

² Description du relief terrestre (NDLR).

³ Mot d'origine latine désignant les bagages qui gênent les mouvements d'une armée en campagne (NDLR).

⁴ La Via Cassia a été mis en œuvre en 171 avant notre ère par le consul romain Lucius Cassius Longinus (NDLR).

⁵ En français dans le texte original (NDLR).

⁶ La bataille de Patay, le 18 juin 1429 (NDLR).

et resurgit dans cette aube maussade, parmi les nuages errants qu'un fort vent de mer emporte vers l'est.

Alors que le 22^e BMNA cherche à encercler la ville à partir de Madonna delle Vigne, le 2^e BLE manœuvre à l'est, depuis le flanc du mont Calcinajo, pendant que le 1^{er} BLE, commandé par de Sairigné, quitte le lieu-dit Tre Colle.

Se rapprocher de la forteresse, comme le souligne Mittenaere dans ses mémoires, « *apparaît tout de suite difficile, toutes les armes ennemies nous souhaitent la bienvenue, artillerie et mortiers en premiers. Nombreux sont les véhicules incendiés et les hommes touchés. Nous comptons les premiers morts alors que beaucoup de blessés appellent au secours.* »

Le personnel du 1^{er} bataillon médical se prodigue sans limites. À ses côtés ne saurait manquer à l'appel l'infatigable Père Hirlemann, qui est partout. Un authentique héros de cette journée. Un parmi tant d'autres. Quant aux responsables du service médical, le colonel médecin Charles Vignes et son adjoint le lieutenant-colonel médecin Alain Le Bihan, ils n'ont pas quitté un seul instant les deux ambulances chirurgicales mobiles, où ils se sont efforcés, avec une poignée de très jeunes diplômés sénégalais et plusieurs aides-soignants (on les appelle « *vaseline* ») « *promus* » sur le terrain par les circonstances, de recoudre et sauver autant de blessés que possible. C'est un travail extraordinaire, si l'on considère qu'il est accompli dans des conditions critiques par des hommes souvent plus que quadragénaires qui ne sont plus aptes à servir sur le terrain.

Le commandant Gabriel Brunet de Sairigné devrait pouvoir compter sur l'appui des chars et de l'artillerie divisionnaire, mais, malheureusement, les chars sont bientôt stoppés et ne peuvent pas quitter la route – surtout les très lourds *Sherman* du 8^e régiment de chasseurs d'Afrique du lieutenant-colonel Simon – sans risquer de s'enliser. L'axe routier, par-dessus le marché, a été complètement miné et l'artillerie allemande, très active, la vise en enfilade. La mobilité des *Panzer* germaniques, qui se replie tout de suite après avoir tiré, fait le reste.

À l'inverse, les batteries du 1^{er} régiment français, éparpillées comme elles le sont sur un terrain très vaste, n'arrivent même pas à coordonner leur action, car les communications sont très mauvaises.

C'est pour résoudre tous ces problèmes – assurer les liaisons entre ses groupes, mais aussi entre les commandements du régiment et de la division – que le colonel commandant du régiment, le vaillant Jean-Claude Laurent-Champrosay, part en reconnaissance avec sa *Jeep* de comman-

dement, mais saute sur une mine près du lieu-dit Scotte Morte (la cartographie militaire italienne enregistre la localité sans indiquer le précatif du sujet). Hospitalisé encore vivant dans une ambulance chirurgicale légère à Acquapendente, il mourra le jour après. Le major Maubert, du 2^e groupe, prend sa relève par intérim.

Laurent-Champrosay était un talent aristocratique d'une intelligence hors norme. Très compétent dans l'utilisation de ses canons, il avait conçu et expérimenté, au cours des campagnes auxquelles il avait participé, ses propres systèmes et méthodes. En Tunisie, il avait pu former les cadres du régiment d'après ses principes. Très estimé, il était tenu en grande considération par le général Brosset. Les idées des deux hommes convergeaient d'ailleurs : l'un proposait une infanterie agressive à l'extrême, l'autre théorisait une artillerie mobile du même style. Les succès enregistrés pendant la campagne d'Italie ont confirmé l'excellence de ces conceptions.

Pendant ce temps, notre colonne est à l'arrêt à quelques centaines de mètres du tristement célèbre Palais de la Poste, et les pertes françaises en moyens et en hommes ne sont pas négligeables. Les choses semblent mal tourner, et la situation n'est pas meilleure sous les bastions, où les fantassins du 22^e BMNA, protégés par les anfractuosités et les reliefs, ne peuvent même pas mettre le nez dehors. On est loin de conquérir la forteresse.

Et soudain, heureusement, la situation change. Avec la complicité d'un fort orage, dont les éclairs et le tonnerre se mélangent au refrain des mitrailleuses, aidés par le brouillard des bombes fumigènes qui assombrissent encore plus la zone, les légionnaires de la 3^e compagnie avancent jusqu'à la Casa del Podestà (autre nom du Palais de la Poste), mais semblent incapables d'aller encore de l'avant. Ils risquent même la débâdage, cloués qu'ils sont sous le feu infernal des mitrailleuses que tout le monde continue à appeler des *Breda 20*, alors qu'en réalité, il s'agissait des fameuses *MG 42* allemandes.

On en vient à de violents combats corps-à-corps, qui font de nombreux blessés, dont le commandant même de la compagnie, le capitaine Carré de Luzançais.

Pour sa part, le commandant de Sairigné entraîne les deux autres compagnies à l'assaut du côté est de Radicofani. La résistance allemande est vigoureuse, et les pertes sont également nombreuses, dans ce secteur.

Il y a plusieurs manières de mourir, comme l'atteste notre sergent Mittenaere : « *Un de nos hommes a été tué par un bloc de pierre qui s'est détaché au sommet d'un immeuble.* » La résistance allemande est éner-

gique. Pourtant, les légionnaires et les tirailleurs du bataillon algérien arrivent enfin, en début d'après-midi, à forcer les défenses extérieures. Les combats se poursuivent dans les ruelles et les maisons du vieux bourg pour la conquête de la forteresse.

Le Palais de la Poste est tombé quelques heures plus tôt, grâce à l'exploit de quelques courageux. Voici comment les choses se sont passées : alors que la bataille fait rage tout autour, le sous-lieutenant Jean Poirel et six légionnaires arrivent à pénétrer par une ouverture latérale et se dispersent dans le bâtiment, pour le ratisser depuis les caves jusqu'aux greniers, promptement aidés par leurs compagnons, auxquels ils ont ouvert le chemin. En très peu de temps, de nombreux Allemands sont faits prisonniers (bien que le chiffre de « *90 à 100 prisonniers* » cité à ce propos dans plusieurs relations semble exagéré).

Plutôt que de se rendre, le major Rathjens préfère, dans la tradition de la vieille garde prussienne, dont son régiment est issu, se tuer d'un coup de revolver, après avoir endossé toutes ses décorations – plus de trente !

Quant au sous-lieutenant Yves Jullian, il s'empare – sa « *folle témérité* » est devenue une légende – du « *Torrione* » (la grosse tour), en escaladant en début d'après-midi, avec huit légionnaires, l'étroit chemin rocheux qui y conduit depuis le bourg. Avec sa fougue habituelle, il n'hésite pas à pénétrer seul dans la tour pour la « *nettoyer* » méthodiquement à coups de grenades. Nez à nez avec sept allemands, il les capture. Vers 17 heures, plus de résistance. 115 prisonniers, c'est le prix assez cher payé par l'ennemi au cours de ces combats furieux.

Après avoir battu en retraite, les Allemands se réorganisent et, à la tombée du jour, lancent une violente contre-attaque avec l'appui des chars. Le 1^{er} BLE est particulièrement en alerte. Les légionnaires, bien déployés et bien dirigés, repoussent l'ennemi. C'est lors de cette action que le sous-lieutenant Jullian est grièvement blessé au visage et à la jambe gauche par des éclats de grenade, alors qu'il porte secours à l'un de ses hommes.

Malgré leurs efforts, les Allemands sont obligés de lâcher prise. Ils quittent Radicofani, mais ne manifestent aucune intention de se replier vers le Val d'Orcia. Ils ne le feront que le jour suivant, harcelés par la 13^e DBLE qui consolide ses positions en ratisant le bourg et ses alentours. Des deux côtés, on ramasse les morts.

La fin de la campagne d'Italie

Certains trouvent le moyen de se détendre et faire la fête : « *La nuit tombée* », raconte Michel Henry « *tout le monde est crevé et il*

nous tarde d'aller dormir. D'autant plus que, cette nuit, on aura finalement un vrai toit sur la tête. On déguste une soupe excellente, de la viande de porc aux châtaignes sauvages, et on fait la fête avec une bouteille de rouge dénichée dans une maison. »

Chacun reste tout de même en alerte, car on n'en pas encore fini. Aucun répit ne doit être donné à l'ennemi, qui reste bien placé sur le terrain. C'est pourquoi, le jour suivant, les nôtres, sous une pluie battante et les tirs de harcèlement de l'artillerie allemande, reprennent la poursuite. Le premier objectif à atteindre est la rivière Orcia, où les troupes passent la nuit.

Le 20 juin, on avance encore, jusqu'à Castelvecchio, où se termine dans la soirée, pour les légionnaires de la 13^e DBLE, l'extraordinaire aventure de la campagne d'Italie. Ils auront encore l'occasion de participer, à Castiglione d'Orcia, cote 615, à la grandiose revue d'armes devant le général de Gaulle, avant d'être remplacés par les Algériens de la 3^e DIA et mutés à Bolsena et Viterbe, en attendant d'être embarqués à destination de la France, où l'opération « *Dragoon* » les attend.



Les troupes françaises entrent dans Sienne (DR).

Pour la chronique de la guerre, dans les jours qui suivent la relève, la 3^e DIA marche sur Sienne qui tombe le 3 juillet. Deux jours plus tard, elle défile triomphalement sur la Piazza del Campo. À la même date, le 1^{er} bataillon de la 13^e DBLE sera encore à l'honneur, au cours d'une grande cérémonie à l'aéroport de Naples, quand le général de Gaulle décerne à son drapeau la croix de guerre avec la citation suivante :

« Bataillon qui incarne les traditions de la Légion étrangère. Après s'être illustré en Norvège, en Libye et en Tunisie, vient à nouveau, sous le commandement du Chef de Bataillon de Sairigné, de montrer son audace, son mordant, son habileté manœuvrière, en enlevant brillamment la très forte position de Radicofani, le 18 juin 1944. Tandis que son premier échelon, entraîné par le Capitaine de la Hautière, en un violent corps-à-corps dans les pièces et caves,

s'emparait du château de Radicofani, réduit de la défense d'un bataillon ennemi, les autres éléments du bataillon, sous un feu violent, nettoyaient les retranchements du Bourg et ses abords et repoussaient une vigoureuse contre-attaque, appuyée de chars, faisant 2 officiers et 90 Allemands prisonniers. Signé : Juin ».

C'est un moment de gloire pour tout le monde, mais surtout pour le commandant de Sairigné, dont il se souviendra des années plus tard, en Indochine, dans une lettre aussi émouvante que noble adressée à sa jeune fille Guillemette, qui la publiera dans le livre *Mon illustre inconnu*, consacré à son père.

Le commandant de Sairigné

Gabriel Brunet de Sairigné naît à Paris le 9 février 1913. Admis en 1932 à l'académie militaire de Saint-Cyr, il en sort sous-lieutenant en 1935 et rejoint en 1940 la formation dont il sera le commandant entre 1946 et 1948, la 13^e DBLE.

Le lieutenant de Sairigné connaît son baptême du feu en Norvège, pendant les débarquements de Bjervik et Narvik, où il gagne sa première citation à l'ordre de l'armée. Après un bref séjour en Angleterre, la 13^e DBLE débarque à Dakar et participe aux combats contre les forces de l'Axe en Afrique. Arrivé sur la mer Rouge, il est le premier, avec le colonel Monclar, à entrer dans Massaoua, obtenant au passage sa deuxième citation à l'ordre de l'armée.

Quelque temps plus tard, il participe, toujours avec la 13^e, à la malheureuse campagne de Syrie et, en décembre 1941, désormais capitaine, est envoyé par le général Koenig à Bir Hakeim où, avec une poignée de légionnaires de la 13^e, il tiendra tête pendant deux semaines à toutes les attaques des Italiens et des Allemands de l'*Afrika Korps*⁷.

Les mérites du capitaine de Sairigné sont dignement récompensés le 10 août 1942, quand il est fait compagnon de la Libération. Après El Alamein, promu commandant le 25 juin 1943, il débarque en Italie pour participer, avec son 1^{er} bataillon, aux combats du Garigliano et de Radicofani, dont il est le vrai protagoniste. Ayant reçu en deux mois la Légion d'honneur et trois citations à l'ordre de l'armée, il devient lieutenant-colonel le 25 mars 1945.

Après la guerre en Europe, il rejoint à Giadinh, en 1946, l'Indochine, où la guerre commence, avec « *sa* » 13^e, dont il assume le commandement. Brunet de Sairigné est, à 33 ans, le plus jeune commandant de régiment de l'armée française. Présent dans toutes les opérations de la 13^e, payant de sa personne, le lieutenant-colonel de

Sairigné rentre dans la galerie des grands colonels de la Légion, à côté de Vienot, Chabrières, Rollet. Il galvanise ses légionnaires pendant vingt mois, sans se soustraire à son destin, et trouve la mort le 1^{er} mars 1948, lors d'une embuscade sur la route de Dalat.

Les derniers combats du corps expéditionnaire français en Italie

Rappelons cependant, pour mémoire, qu'après la prise de Sienne, quelques détachements français ont continué leur engagement en direction du fleuve Arno.

Le 8 juillet, des unités du corps expéditionnaire français lancent une offensive en direction de San Gimignano, à l'ouest de Poggibonsi, et s'emparent de la cote 380, située environs trois kilomètres avant la ville.

Le 13 juillet, la 4^e division de marche de montagne (4^e DMM) occupe San Gimignano, tandis qu'une autre unité française, la 2^e division d'infanterie marocaine (2^e DIM), approche de Poggibonsi, dans la banlieue de Castellina in Chianti. Le 14 juillet, la 4^e DMM entre à Colle di Val d'Elsa.

Le fleuve Arno est en vue, mais le retour en France commence. Pas un jour ne passe sans que quelque unité ne quitte le front. D'ailleurs, le retrait du corps expéditionnaire français oblige les Alliés à changer leurs plans opérationnels. Les unités du XIII^e corps britannique doivent s'étaler vers l'ouest pour occuper le secteur tenu par les Français. Et puisque la région entre les collines du Chianti et la route nationale *Cassia* ne présente guère de défenses naturelles, on concentre les efforts sur le flanc gauche, où la 2^e division néo-zélandaise et la 8^e division Indienne se préparent à attaquer.

Dans le secteur confié à la 8^e armée britannique, les unités françaises en partance doivent, quant à elles, être remplacées par des hommes de la 2^e division néo-zélandaise et de la 6^e division blindée sud-africaine.



Le premier cimetière français à Radicofani (DR).

Quel prix la Légion a-t-elle payé, pour ouvrir aux Alliés, avec la conquête de Radicofani, les portes de la Toscane ? Dans les jours de l'assaut, la 13^e a laissé sur le terrain pas moins de 108 hommes, dont une

⁷ Au sein de la 1^{re} brigade française libre du général Koenig (NDLR).

partie seulement, hélas, a pu être identifiée. Leurs corps, presque tous enterrés dans le même terrain, à la périphérie méridionale de la petite ville, n'ont été exhumés que bien après la guerre, dans les années cinquante, pour être transférés au cimetière militaire de Monte Mario.

Sur ce même terrain, considéré par convention « *territoire français* », on a érigé une stèle commémorative qui a été malheureusement « *oubliée* », comme tant d'autres. Au fil des ans, tandis que les souvenirs s'estompaient et que les mémoires s'affaiblissaient, les broussailles ont enveloppé ce symbole de sacrifice jusqu'à le cacher à la vue. Jusqu'en 1998, quand Roberto Romani a découvert la stèle et signalé sa présence à la présidence de l'ANIEL⁸.

C'est grâce aussi à la sensibilité de l'administration communale de Radicofani, avec le maire Andrea Bonsignori à sa tête, que des travaux de remise en état ont pu être immédiatement entamés. Un nouveau monument a été inauguré en 2001, en présence du général de corps d'armée Jean-Claude Coullon, ancien commandant de la Légion. Par la suite, il a été agrandi et agencé de la manière qu'on le voit actuellement, grâce à l'œuvre bénévole des hommes d'Aldo Ciapponi, du *distaccamento Insubria* (détachement Insubrie), qui réunit, dans le cadre de l'ANIEL, les anciens légionnaires du canton du Tessin.

Giors Oneto

Traduit de l'italien par Pietro Petrucci



Stèle en hommage aux morts français à Radicofani (DR).

Liste des Légionnaires supposés avoir été inhumés à Radicofani

Atrough Moktar (1.935), sergent, 1^{er} BLE
 Atmani Ali (3.213), légionnaire, 1^{er} BLE
 Bahria Mohamed (50.770), légionnaire, 1^{er} BLE
 Busfignani Henri, légionnaire, 1^{er} BLE
 Carado François (1.258), 1^{re} classe, 2^e BLE
 Choumani Ahmed (51.877), légionnaire, 1^{er} BLE
 Daniel Jean, légionnaire, 2^e BLE
 Delpino Tonis (13.867), légionnaire, 1^{er} BLE
 Djaballah Amed (51.946), légionnaire, 1^{er} BLE

Dewachter Albert (4.707), sergent, 2^e BLE
 Ferraro Sauveur (61.148), caporal-chef, 2^e BLE
 Gagnolas Jean, légionnaire, 1^{er} BLE
 Gallego Manuel, légionnaire, 1^{er} BLE
 Garcia Joseph (1.894), légionnaire, 2^e BLE
 Guiwarguis Menorel (4.448), légionnaire, CAC 13
 Hahn Malhieu (13.319), légionnaire, 1^{er} BLE
 Hamdi (33.698), sergent, 1^{er} BLE
 Hammou Mohamed (93.263), légionnaire, 1^{er} BLE
 Heck François (76.773), 1^{re} classe, 1^{er} BLE
 Mahmoud Youssef, légionnaire, 1^{er} BLE
 Michaud Saïd (2.760), légionnaire, 2^e BLE
 Moktari Amar (10.774), légionnaire, 2^e BLE
 Nadour Amar, légionnaire, 1^{er} BLE
 Perret Gentil (80.479), caporal, 2^e BLE
 Proszek Jean (56.274), caporal, 1^{er} BLE
 Sanchez François, légionnaire, 1^{er} BLE
 Schaltenbrandt Roger (99.908), 1^{re} classe, 1^{er} BLE
 Turkmaniturki (3.509), légionnaire, 1^{er} BLE
 Vancauteran Maurice (77.442), 1^{re} classe, 1^{er} BLE
 Légionnaire mort à Radicofani, mais dont la sépulture est inconnue : Ferré Jean, légionnaire. 1^{er} BLE

Cne (er) Jean-Paul Mahuault
Assistant de recherches
DHPLE Aubagne

Liste établie le 2 avril 2005. Source des renseignements : liste des emplacements de sépultures de la 1^{re} DFL, Musée de la Légion à Aubagne.

Bibliographie

- François Broche, *La France au combat*, Éditions Perrin, 2007.
 Michel Chauvet, *Le Sable et la neige : Mes carnets dans la tourmente, 1939-1945*, Éditions du Petit Véhicule.
 Gustavo Camerini, *Ce soir nous monterons tous au paradis*, Éditions A. Barthélémy, 2002.
 Paul Gaujac, *Le Corps expéditionnaire français en Italie*, Histoire et collections, 2003.
 Général René Chambe, *L'Épopée française d'Italie, 1944*, Flammarion, 1952.
 André-Paul Comor, *L'Épopée de la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère*, Paris, NKL, 1998.
 Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France Libre*, Paris, Gallimard, 1996.
 Gabriel Brunet de Sairigné, *Les Carnets du lieutenant-colonel Brunet de Sairigné*, TLS, 1946.
 Pierre Ichac, *Nous marchions vers la France*, Amiot Dumont, 1954.
 Patrick Harismendy et Erwan Le Gall (dir.), *Pour une histoire de la France Libre*, Presses universitaires de Rennes, 2012.
 Général Alphonse Juin, *Mémoires du général Juin*, Fayard, 1959.
 Julie Le Gac, *Vaincre sans gloire : Le corps expéditionnaire français en Italie*, Les Belles Lettres/Ministère de la Défense-DPMA, 2013.
 Dominique Lormier, *Histoire générale de la Résistance française*, Éditions Lucien Souny, 2012.
 Jean Lapouge, *De Sétif à Marseille, par Cassino : Carnets de guerre de Jean Lapouge, sous-lieutenant au 7^e RTA*, Anovi, 2006, préface du général Jean Delaunay.
 Christine Levisse-Touzé, *L'Afrique du Nord pendant la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Albin Michel, 1998.
 Bernard Le Marec, *Les Français Libres et leurs emblèmes*, Éditions Lavauzelle, 1964.
 René Mittenaere, *L'Héroïque épopée*, Promotion Edit, 1967.
 Jean-Christophe Notin, *La Campagne d'Italie : Les victoires oubliées des Français, 1943-1945*, Perrin, 2002.

⁸ *L'Associazione Nazionale Italiana ex Legionari, l'Association nationale des anciens légionnaires italiens (NDLR).*

Le parcours de Robert Hérault

Né le 5 février 1920 à Avoise (Sarthe), Robert Émile Adrien Hérault est engagé volontaire pour cinq ans le 31 mars 1937 dans la marine nationale, avec le matricule 113-B-37. Le 3 juillet 1940, il signe son engagement dans les Forces navales françaises libres (matricule 10308 FN40) à Plymouth, en Angleterre. Il a été démobilisé le 23 septembre 1945.

Rêvant de m'engager dans la marine nationale pour connaître d'autres pays, je suis arrivé fin mars 1937 à Cherbourg, où était l'École des fourriers et secrétaires militaires.

En décembre, ayant réussi l'examen de breveté secrétaire, j'étais destiné au cuirassé *Paris*, à Toulon, qui faisait partie de l'escadre de la Méditerranée. Outre l'équipage du bord, 600 hommes, les apprentis canoniers étaient environ 400.

En juin 1939, le *Paris* et son *sister-ship*¹, le cuirassé *Courbet*, ont rejoint le port de Brest via Casablanca, la guerre contre l'Allemagne étant à peu près certaine.

Dès septembre 1939, la marine est mobilisée pour escorter les convois marchands contre les sous-marins allemands. À partir de la fin de mai 1940, au large du Havre, le *Paris* est harcelé journalièrement par les *Stuka*. Une seule grosse bombe transperce la plage avant, sans éclater, et ressort par le flanc dans la mer. Toutes les autres bombes rasant la coque et endommagent gravement les machines, d'où un appareillage à quatre nœuds, le 11 juin, pour regagner de nuit Cherbourg, et Brest le 14 juin.

Après un rapide passage au bassin pour boucher les trous avec des chevilles en bois et du ciment, nous avons quitté Brest le 18 juin après-midi, ainsi que tous les autres navires en état de marche. Le lendemain, nous arrivons à Plymouth.

À Toulon, en 1938, un enseigne de vaisseau de 2^e classe, nommé Aubert et embarqué sur le contre-torpilleur *Vauquelin*, avait été convaincu d'espionnage et fusillé. Il avait été contacté à Brest par une espionne allemande qui l'avait rejoint à Toulon.

Le 3 juillet 1940, étant à quai à Plymouth, nous sommes réveillés à 4h30 du matin par des marins anglais, non armés, qui nous ordonnent d'aller sur le pont. Là, des gradés anglais, armés, nous font descendre sur le quai, puis vers un grand hangar, où sont déjà d'autres marins.



L'amiral Muselier, commandant des Forces navales françaises libres, à son bureau (coll. Fondation de la France Libre).

Vers huit heures, un amiral anglais s'adresse à nous pour nous encourager à continuer la guerre avec l'Angleterre : « *Que ceux qui sont volontaires se rassemblent dans la cour* ». Avec un jeune fourrier nous y allons.

Nous sommes environ 200.

Vers le 20 juillet, nous prenons le train pour aller à Portsmouth, sur le cuirassé *Courbet*.

L'amiral Muselier, monté sur une tourelle de 305, nous parle si énergiquement que nous sommes regonflés à bloc. J'embarque sur l'avisos *Commandant Duboc* comme secrétaire du commandant Bourguine². Nous sommes en tout 80.

En août, départ pour Greenock (Écosse), direction nord-est pendant deux jours, puis plein sud pendant quinze jours jusqu'à Freetown (Sierra Leone). Quatre jours après, nous prenons le général de Gaulle à Lagos et, le lendemain, arrivons à Douala (Cameroun), reçus avec un accueil déliant. Le lieutenant-colonel Leclerc a rallié cette colonie à la France Libre en août.

En novembre, je suis affecté à la marine de Douala. Il y fait très chaud, à 23 km de la mer. Les indigènes peuvent s'engager dans la marine FNFL. En juin 1941, j'embarque comme passager sur le patrouilleur armé *Président Houduce* pour rejoindre mon nouveau poste, étant destiné à la marine de Pointe-Noire, après escale à Libreville et Port-Gentil (Gabon).

En 1942, plusieurs collègues, fatigués par la chaleur et le paludisme, ont été envoyés en congé en Afrique du Sud. Un matin, nous découvrons qu'un croiseur anglais est arrivé dans le port avec une forte gîte. C'est le *Phoebé* ; il a reçu une torpille dans la soute des obus à gaz, causant la mort d'une

quarantaine de marins. Ils sont inhumés dans le cimetière de Pointe-Noire, le lieu de cette inhumation devenant *British Grave* et propriété du Royaume-Uni.

En 1943, prenant passage avec quatre autres sur le *Savorgnan de Brazza*, nous partons en congé en Afrique du Sud. Pour moi, la bilieuse se déclare et, après trois jours à l'infirmerie du bord, je suis débarqué à Walfish Bay, d'où le cargo français libre *Châteauroux* me transporte jusqu'à Capetown. Puis en août et septembre, je suis à Durban et finalement à Johannesburg, où les militaires alliés sont autorisés à descendre dans les mines d'or, à 2000 m de profondeur.

Par le train, le 10 novembre, je me rends à Bulawayo-Élisabethville et Port-Francqui³. Embarqué sur un bateau à roues, sur le Kassai et le Congo, quatre jours après, nous sommes à Léopoldville puis Brazzaville, d'où je regagne Pointe-Noire à 500 km, par le train.

Fin 1944, un autre quartier-maître secrétaire arrive et nous embarquons en groupe sur le croiseur *Duguay-Trouin*, qui nous conduit à Casablanca vers le 4 janvier 1945.

Je suis affecté à l'École des apprentis mécaniciens. L'officier en second, venant du *Béarn* aux Antilles depuis 1940, est hostile aux *Free French*. Aussi, je me prépare à quitter la marine en juin 1945. Au 5^e dépôt de Toulon, je reçois un titre de permission de quatre-vingt-trois jours. Quatre jours après, je voyais mes parents dans le 72⁴ !

La nostalgie de l'Afrique m'a fait partir en Guinée et en Côte d'Ivoire et finalement, à la retraite, à La Réunion.

Abonné au *Journal des combattants*, je lis un appel à continuer à parler de la guerre par écrit (les paroles s'envolent) pour que chacun y pense comme d'une calamité qui peut revenir.

Il me suffira de photocopier les récits et de les diffuser. Je le fais depuis 1987. Avec un travail facile, j'aurai apporté ma pierre au monument de la paix

Robert Hérault

Récit recueilli par Paule Gervais-Delmas en juin-juillet 2014.

¹ Navire-jumeau, avec les mêmes caractéristiques, la même taille, la même classe (NDLR).

² Le capitaine de frégate Marcel Bourguine (1904-1943), commandant de l'avisos *Commandant Duboc* puis du torpilleur *La Combattante* et commandant en second du contre-torpilleur *Triomphant* (NDLR).

³ Actuel Ilebo, en République démocratique du Congo (NDLR).

⁴ Le département de la Sarthe (NDLR).

Le 3 juillet 1940 à Plymouth

Le cuirassé *Paris*, sur lequel j'étais embarqué, ayant eu ses machines très endommagées par les bombes reçues au Havre le 11 juin, il ne pouvait, à la vitesse de sept nœuds, que rejoindre un port anglais, de Brest.

Arrivé le 19 juin à Plymouth, nous sommes sortis deux fois en ville avant le 3 juillet. Ceci nous a permis de nous rendre compte des mesures prises contre les raids aériens, et du calme de la population malgré l'heure critique.

Dans un café, le patron, ancien combattant de 14-18, nous fait lire l'appel du général de Gaulle. Là est peut-être la route à suivre (?).

Le 3 juillet, nous sommes à quai dans l'arsenal, le sous-marin *Surcouf* étant à couple de l'autre bord. Vers quatre heures et demie, nous sommes réveillés par des marins anglais sans armes : « *Levez-vous, nous sommes vos amis. Allez sur le quai, un officier va vous parler* ». Ce que nous faisons. Sur le pont, d'autres marins anglais en armes nous font signe d'aller sur le quai rejoindre nos camarades. Quand le groupe atteint une quarantaine

d'hommes, il s'éloigne, bien encadré. Nous voyons bien que, partout sur le *Paris*, il y a de nombreux *sailors*⁵ sur la passerelle, le *spardeck*⁶ et près des canons.

Après avoir marché 2 ou 300 mètres, nous arrivons dans un grand bâtiment où beaucoup d'autres camarades sont déjà. D'autres groupes arrivent encore, de différentes unités. On commente l'affaire et on attend la suite avec curiosité. Le café et les pommes que l'on distribue sont bien accueillis car les émotions creusent l'appétit.

Un peu à l'écart, une partie des marins du *Surcouf* écoutent l'un de leurs officiers. Il est sans casquette (il n'y aura qu'un seul volontaire, apprendra-t-on plus tard).

Vers neuf heures, un amiral anglais monte sur une estrade improvisée et nous parle en français pendant quelques minutes, nous invitant à nous joindre à la *Royal Navy* pour continuer la guerre. Des tracts en français nous sont distribués qui alimentent les discussions entre nous. Beaucoup veulent rentrer en France. Le moral est à zéro. Un maître canonier nous dit que la guerre est finie et qu'il espère être bientôt chez lui, occupé à faire son jardin. Un camarade fourrier et moi-même, nous

sommes très surpris de ces paroles. Au moment où on lui offre de combattre et ainsi de mettre en pratique, contre l'ennemi, tout ce qu'il a appris dans sa spécialité depuis qu'il est dans la marine, ce gradé se dégonfle lamentablement.

Trente ou quarante minutes se passent encore, puis, tout à coup, par le micro, on entend : « *Ceux qui veulent continuer la guerre avec la Grande-Bretagne sont priés de sortir du bâtiment et de se rassembler dans la cour* ».

Plusieurs groupes descendent les marches de l'entrée. Le fourrier et moi, on se joint au groupe suivant. En cinq minutes, tous les volontaires sont rassemblés face au bâtiment. Par les fenêtres ouvertes, les autres nous manifestent leur désapprobation.

Plusieurs camions arrivent. Nous partons chercher nos sacs sur nos bateaux respectifs, pour ensuite aller dans un autre endroit de l'arsenal où nous pourrions commencer à nous organiser. Nous sommes 210 quartiers-maîtres et matelots, plus un enseigne de vaisseau de 1^{re} classe et quatre officiers-mariniers.

Robert Héroult

⁵ « Marins », en anglais (NDLR).

⁶ Mot anglais (de spar : « barre de bois », et deck : « pont, tillac ») désignant un faux-pont (NDLR).

Concours national de la Résistance et de la Déportation 2015-2016

Le jury national a adopté le thème « *Résister par l'art et la littérature* » pour le concours national de la Résistance et de la Déportation 2015-2016. Le dossier pédagogique, adressé aux établissements scolaires au début du mois d'octobre, entend la notion de résistance à la fois au sens de combat et au sens de survie. L'art et la littérature sont donc non seulement considérés comme une arme dans la lutte des résistants contre l'occupant et les tenants de la collaboration avec l'ennemi, mais aussi comme un moyen de tenir dans les prisons et les camps d'internement, et face à l'horreur de l'univers concentrationnaire.

Dans le cas de la France Libre, hormis quelques noms d'écrivains engagés dans les Forces françaises libres, comme Romain Gary ou Joseph Kessel, dans les comités de la France Libre à l'étranger ou de manière plus indépendante, comme Georges Bernanos, Jules Romains ou Jules Supervielle, peu de documents sont disponibles, alors même que les œuvres ne manquent pas.

De nombreux combattants de la France Libre ont écrit, dessiné, composé, joué des spectacles ou donné des concerts, entre deux combats, à l'occasion de permissions ou de mutations. Certaines de ces œuvres ont été diffusées dans la presse, par l'édition, sur les ondes, et ont pu devenir des hymnes toujours présents. Des peintres et des dessinateurs ont été mobilisés pour réaliser des affiches, des timbres ou des billets de banque, comme Marcita Bloch ou Edmond Dulac. Des acteurs et des réalisateurs se sont investis dans des projets cinématographiques consacrés à la lutte résistante en France occupée et dans la France Libre, comme Jean Gabin, Jean-Pierre Aumont ou Jean Renoir. Dans le monde entier, des radios ont accueilli des émissions de la France Libre qui, par leurs lectures d'œuvres résistantes, leur création de sketches et de chansons, ont contribué puissamment au combat résistant. La presse et les maisons d'édition de la France Libre ont relayé le combat moral des écrivains résistants de France et de l'étranger, en les éditant ou les rééditant, et contribué à faire rayonner la culture française dans le monde entier.

Afin de mettre en valeur ce rôle des Français Libres dans le combat résistant par l'art et la littérature, la Fondation de la France Libre a mis à la disposition du public, sur son site Internet, un dossier documentaire donnant accès à quelques-unes de ces œuvres. Il est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.france-libre.net/concours-national-de-la-resistance-et-de-la-deportation-2016/>.

La rédaction

Maurice Le Gall, ou la ténacité pour rallier la France Libre



À gauche, Maurice Le Gall, avec le 1^{er} RA, aux Loubes, près d'Hyères, août 1944 (coll. Alain Godec).

Un inconnu de la France Libre nous a quittés le 30 avril dernier. Il est bon de rappeler aux jeunes générations ce que firent ces hommes « *partis de rien* » uniquement pour pouvoir rejoindre le général de Gaulle et vous verrez que ce n'est certainement pas la proximité de l'Angleterre qui motivait ces jeunes Bretons, comme peuvent le laisser entendre depuis quelques années certains scientifiques en mal de notoriété.

Né à Brest le 6 décembre 1921, fils du chef de gare à Plouéan (Finistère) et préparateur en pharmacie (dit « *Potard* »), il est âgé de seulement 18 ans quand il refuse la défaite de juin 1940. Refus partagé par ses amis d'enfance : Louis Godec et Germain Lerrol.

Son ami Louis Godec, qui devait continuer ses études en Belgique dès septembre 1939, a dû les interrompre pour concourir faute de mieux à une place dans l'atelier des torpilles de l'arsenal de Brest où il rencontra Germain Lerrol, comme lui de St-Pol-de-Léon, et avec lequel il a pu, le soir du 18 juin 1940 vers 21 heures 30, monter à bord du dernier navire en partance pour l'Angleterre, le *Twickenham ferry*. Ils s'embarquèrent avec trois autres compagnons d'infortune (Georges Roguet, Yves Le Bras, Charles Legland) après de multiples péripéties, des débats et un concours de circonstance. En revanche, Maurice Le Gall resta prisonnier de l'avancée des Allemands qui parvinrent à Brest le lendemain 19 juin.

Arrivés à Plymouth ce même 19 juin, ces cinq jeunes rebelles bretons sont dirigés le 25 juin au nord de Londres, à Anerley

School, où un lieutenant français vient leur parler du général de Gaulle et de son appel, qu'ils n'avaient pas entendu. Transférés ensuite à l'Olympia Hall de Londres, ils y signent leur engagement le 26 juin 1940 dans la « *Légion des Volontaires* ».

- Louis Godec († 27 juillet 1989) et Germain Lerrol († 1^{er} mars 2005) sont dirigés vers l'artillerie du camp de Camberley pour y faire leurs classes avant d'être affectés aux batteries d'artillerie de campagne du régiment de tirailleurs sénégalais du Tchad et de participer à la seconde campagne du Fezzan, puis à celles de Tripolitaine et de Tunisie avec la colonne Leclerc et la Force L. Ils restent ensemble lors de la formation du 1^{er} groupe du 3^e RAC de la 2^e DB et participent aux campagnes de France et d'Allemagne.

- Charles Legland va au BM6.

- Yves Le Bras († 22 mai 2006) est affecté au 1^{er} BFM, puis 1^{er} RFM, de la 1^{re} DFL et grièvement blessé à la figure.

- Georges Roguet († 6 décembre 1993) est également affecté au RTST puis au BM13.

Depuis le départ pour Londres de son ami d'enfance Louis, l'esprit de résistance animait Maurice Le Gall, et il regrettait amèrement de n'avoir pas été du nombre de « *ceux du 18 juin* ». En janvier 1941, la mère de Louis lui donna des nouvelles d'un camarade de collège de son fils, Yves Ernoul, qui, habitant Cholet, préparait discrètement un départ pour l'Angleterre en passant par l'Espagne pour continuer le combat avec les Français Libres.

Maurice prévint rapidement Robert Moguérou et Charles Mériadec, et tous les trois partirent en direction de Cholet. Maurice n'ayant pas osé prévenir son père, il lui posta uniquement une lettre pour l'avertir de son entreprise d'évasion, la première.

Arrivés à Cholet, ils se retrouvèrent à huit pour ce départ pour l'aventure au travers des Pyrénées. En passant par Poitiers, lors du franchissement de la ligne de démarcation entre Saint-Secondin et Gençay, contrôlés par des soldats français, ils indiquèrent qu'ils voulaient s'engager dans l'armée d'armistice et arrivèrent à Port-Vendres qu'ils quittèrent le 20 février 1941 pour Collioure, où ils trouvèrent un jeune passeur qui les emmena jusqu'à la frontière orientale espagnole. Mission accomplie, celui-ci les laissa descendre le versant abrupt de la montagne. Il ne fallut pas beaucoup de temps pour que nos huit aventuriers soient bientôt repérés et arrêtés par la Guardia Civile et acheminés à la prison de Figueras, où ils restèrent du 23 février au 8 avril 1941.

Depuis leur geôle espagnole, et avant de repartir menottés pour la France avec en prime un bon sermon du consul de France, une condamnation par le tribunal de Céret à un mois de prison ferme, cent francs d'amende et la promesse faite aux autorités vichystes par leurs parents qu'ils ne recommenceraient plus, ils purent écrire la lettre suivante au général de Gaulle qui fut ensuite transmise à Londres par deux soldats britanniques :



Le 4^e groupe du 1^{er} RA à Hyères, août 1944 (coll. Alain Godec).

SERVICE de la Croix Rouge à LONDRES

COPIE

I
Reçue à Fort-Archambault Prison Celular de Partido à Figueras, Gerone, Espana.

Avril 1944

Mon Général,

Nous sommes 8 Français âgés de 18 à 22 ans qui, fuyant l'oppression nazie avaient projeté vous rejoindre.

Quittant famille, travail, nous avons mis tous nos espoirs en notre arrivée prochaine sur une terre libre, où d'un commun accord nous devions nous engager dans vos forces. C'est avec cet idéal, noble entre tous que nous avons laissé tout ce qui là-bas en Bretagne, Normandie, Anjou, nous était cher.

Notre voyage s'est bien effectué jusqu'en Espagne où nous avons été arrêtés et incarcérés à la prison internationale de Figueras. Impossible de faire appel au Consulat Britannique car c'est le camp de concentration qui nous attend.

C'est donc le vice-consul français de Figueras qui s'occupe de nous pour notre rapatriement. Après nous avoir réprimandés, il nous a dit qu'après quelques jours de prison nous aurions largement compris.

Si vous saviez à quel point les personnalités espagnoles détestent votre entreprise! Nous en étions tous outrés et blessés au plus profond de nos cœurs d'ardents patriotes.

Comment faire maintenant mon Général? Attendre votre arrivée sur le sol de France et vous suivre, c'est ce que vont faire certains d'entre nous; les autres vont s'engager dans nos forces africaines.

Quel abattement moral dans cette prison! Nous qui, d'ici, voyons nos camarades combattre sur le sol africain. Si nous avions pu les rejoindre.

Nous sommes ici avec 2 camarades (soldats britanniques) évadés de Béthune qui se chargeront de faire passer ma lettre à leur libération ce sont: Stanley WESTLAND, 21 Froghall Avenue, Aberdun
Scotland,

et James GILL, 24, Gainsborough Street,
Nr Broughton Salford
Lancashire.

II
 Nombreux sont belges et camarades incarcérés comme nous et qui ne peuvent pas vous rejoindre.

Voici la liste de mes 7 camarades frères dans la malheur :

Maurice LE GALL : Gare de Plouénan (Finistère)
Charles MERLADEC : Grande Place, St Pol de Léon (Finistère)
Edmond LEBRETON : Chemin de Lisoret, Angers (Maine-et-Loire)
Robert MOGUEROU : 14, rue du Douric, St Pol de Léon (Finistère)
Robert ANGOT : 15, rue de la Poterie, Valognes (Manche)
Julien LETRANCHANT : La Selle en Coglès (Ille-et-Vilaine)
René ROUAULT : rue de Reims, St Marc (Finistère)

Ce n'est pas seulement 8 que nous aurions pu être; mais des centaines, car tous les jeunes n'aspirent qu'à vous suivre.

Je vous serai reconnaissant, mon Général, si vous m'accusiez réception de cette lettre par radio; car comme la majeure partie des Français, j'écoute la B.B.C., tous les jours.

Vous seriez bien aimable d'avertir Germain LERROL que ses parents ont bien reçu son message; ils sont en bonne santé de même que toute sa famille.

Louis GODEC, parti également de Brest a-t-il parlé? Ses parents ne l'ont pas entendu. Sa mère va bien et pense continuellement à lui.

Vous pourrez leur montrer cette liste; car la plupart d'entre nous sont leurs grands camarades.

Excusez l'écriture; car c'est de ma cellule et sur un genou que je vous écris.

Veillez donc agréer, mon Général, avec nos sentiments respectueux, l'assurance de notre entier et proche dévouement.

Yves ERNOULT

Né à St Pol de Léon (Finistère) 18 avril 1921
 domicilié au Bureau des P.T.T. St Hilaire des Landes (Ille-et-Vilaine)
 travaillant à la S.F.R. Cholet (Maine-et-Loire)

"Vive la France Libre"
 Vive nos camarades qui luttent
 que le jour de la Délivrance arrive !

Par l'intermédiaire des services du QG des FFL à Londres, la copie de cette lettre parviendra à Fort-Archambault (Sahr), au Tchad, à la batterie d'artillerie n° 15 du RTST, le 12 mars 1942. Germain Lerrol, parti pour les TOE le 29 août 1941, tout comme Louis Godec, également cité dans la lettre, après leur formation militaire au camp de Camberley, pourra écrire dans son journal personnel à la réception de celle-ci :

« *jeudi 12 mars 42 : Nous avons reçu un important courrier d'Angleterre. Pour moi, une surprise formidable m'attendait. Par l'intermédiaire de 2 Anglais évadés de France. Je reçois une lettre adressée au général de Gaulle et où il est question de moi et de Louis. C'est Yves Ernoult enfui de France et prisonnier en Espagne ainsi que Maurice Le Gall, Charles Mériadec, Robert Moguérou et autres inconnus, qui a signé. Il m'apprend que ma famille est en bonne santé et a eu de mes nouvelles ce qui me cause une grande joie. Pour eux, ils vont être rapatriés et Dieu sait ce qui les attend ! Je les admire et la lettre me fait du bien.* »

En 1942, loin d'abandonner leur idée de rejoindre le général de Gaulle et la France Libre, Maurice et Robert envisagèrent de voler l'ancienne vedette des douanes réquisitionnée par les Allemands. Ambroise Morizur et Pol Le Dissès, qui se sont joints à leur nouvelle entreprise, la visitent de nuit en traversant à la nage le chenal de Morlaix, tout en évitant de se faire remarquer par la sentinelle allemande qui monte la garde. Elle semble en bon état, mais ils apprennent que l'ennemi a coutume d'enlever une pièce maîtresse du moteur. L'entreprise semble trop risquée et ils abandonnent cette seconde tentative.

Mais au début de printemps 1943, les convocations pour le STO commencent à arriver. Robert Moguérou a déjà reçu la sienne, et il essaye de se faire oublier. Par l'intermédiaire du père de Maurice et la générosité d'un expéditeur de légumes de Plouvorn qui avance en ce mois d'avril 1943 la somme de 60 000 francs, Maurice et Robert peuvent faire l'acquisition à Locquénoyé d'un cotre de 5,60 mètres, *Le Kermor*, retiré du service et plus répertorié administrativement, que le chantier d'évasion Sibiril de Carantec s'empresse de remettre en état.

Le jour du départ est fixé au 29 mai 1943. Maurice Le Gall, Robert Moguérou, Ambroise Morizur, Pol Le Dissès et sept autres compagnons se retrouvent à bord du *Kermor* qui quitte Carantec dans la nuit du 29 au 30 mai 1943 pour arriver 29 heures plus tard à Plymouth comme le firent leurs copains Louis Godec et Germain Lerrol presque trois ans auparavant et qui, à cette même époque, sont déjà en Tunisie avec la Force L.

Maurice Le Gall († 30 avril 2015), signataire de la lettre au général de Gaulle, s'engage

dès son arrivée en Angleterre, après être passé une quinzaine de jours à Patriotic School. Il suit ensuite le cours de transmissions au camp de Camberley.

Le 23 août 1943, « *les messages des volontaires français à leurs familles n° 912* » sont enregistrés pour le Commissariat national à l'Information (CNI), afin d'être radiodiffusés très prochainement. Ils contiennent le message suivant de Maurice : « *Momo, le Potard, embrasse ses parents, bonne santé. A écrit à Louis, Afrique. À bientôt, bon courage.* »

Il est ensuite affecté à l'artillerie et rejoint, en novembre 1943, l'Afrique du Nord pour une affectation au 2^e RAC, qui devient le groupe d'artillerie lourde coloniale (GALC) puis le 4^e groupe du 1^{er} RA de la 1^{re} DFL. Il arrive en Italie le 20 avril 1944 pour participer à la campagne jusqu'à Florence, en passant par le Garigliano. Il débarque avec son régiment à Cavalaire et continue de suivre la 1^{re} DFL jusqu'à la fin. Il venait de recevoir bien tardivement la Légion d'honneur le 11 novembre 2014.

Robert Moguérou († 16 octobre 2002), également signataire de la lettre au général de Gaulle, après également une période d'attente et de filtrage à Patriotic School, s'engage le 25 juin 1943 dans l'armée de terre pour se retrouver au peloton de motocyclistes de Camberley. Jugé trop chétif, il est au camp de Bir Hakeim en novembre puis à l'école des commandos de Wrexham le 25 mars 1944, pour être ensuite affecté au commando interallié n° 10 et au célèbre 1^{er} BFMC du commandant Kieffer, avec lequel il débarque le 6 juin 1944 sur la plage d'Ouistreham et participe aux campagnes de France et de Hollande.

Ambroise Morizur († 6 février 2004) rallie les FFL en juin 1943, mais, après un mois à Camberley, il se porte volontaire pour les FAFL et l'infanterie de l'air. Il est affecté au 1^{er} BIA puis au 4^e SAS. Dans la nuit du 7 au 8 juin 1944, il est parachuté dans la région d'Elven pour effectuer deux missions de sabotage de voies ferrées, dont l'une au passage d'un train transportant un renfort de troupes pour la Normandie. Ses missions accomplies, il rejoint le maquis de Saint-Marcel, afin d'y parfaire l'instruction des maquisards, mais il est fait prisonnier le 21 juin près d'Elven, alors qu'il cherche à saboter une nouvelle voie ferrée. Il est transféré, avec d'autres prisonniers britanniques, au Stalag XIII de Limburg le 2 juillet 1944 puis vers le

stalag IVB de Muhlberg le 3 août 1944. Profitant de la confusion lors de l'évacuation de son camp, il s'évade en mars 1945, en compagnie d'un Canadien et d'un Anglais. Marchant à l'estime et se nourrissant de betteraves volées, les trois hommes rejoignent l'armée américaine qui les prend en charge.

Pol Le Dissès († 16 septembre 1977), après sa période « *d'attente* » à Patriotic School, s'engage dans les FFL le 21 juin 1943 puis dans les FAFL le 28 juin. Affecté également au 1^{er} BIA puis au 4^e SAS (2^e RCP), il est transféré au 1^{er} SAS en avril 1944. Parachuté dans le Morvan le 22 juin 1944 puis en Allemagne le 18 mars 1945, il effectue une mission en Norvège le 20 mai 1945.

Charles Mériadec († 29 février 1979), autre signataire de la lettre au général de Gaulle, réussit sa seconde évasion depuis Carantec le 7 juin 1943 à bord du *Saint-Yves*, sablier de 11 mètres des chantiers Sibiril. Arrivé à Fowey après une traversée de 28 heures, il s'engage dans les FAFL le 12 juillet 1943. Affecté au 1^{er} BIA, 4^e SAS, il est parachuté en Bretagne le 13 juin 1944 pour la mission *Dingson* puis effectue la mission *Spenser* du 26 août au 14 septembre 1944, avant d'être blessé à Sancerre.

Les cinq autres signataires de la lettre – Yves Ernoult, Edmond Le Breton, Robert Angot, Julien Le Tranchant, René Rouault (professeur à Brest après la guerre) – ne réussirent pas, par la suite, à rejoindre la France Libre.

Alain Godec

Notice biographique

Fils de Louis Godec, participant à l'AFL n° 1187, Alain Godec a publié le *Journal de Marche du 1/3^e RAC, régiment compagnon de la Libération*, édité par l'amicale régimentaire en novembre 1995 et co-écrit *L'Odyssee de la Colonne Leclerc*, Histoire&Collections, 2^e trimestre 2003.

Bibliographie

René Pichavant, *Les Clandestins de l'Iroise de René Pichavant*, Édition Morganes, 2001.

David Portier, *Les Parachutistes SAS de la France Libre 1940-1945*, Nimrod, 2010.

Derniers entretiens avec Maurice Le Gall, les 8 et 19 janvier 2015.

Pour toute information sur l'histoire de la France Libre ou les actualités de la Fondation, vous pouvez consulter notre site internet :

www.france-libre.net

Rejoignez le groupe de la Fondation sur Facebook à l'adresse suivante :

<https://www.facebook.com/groups/fondation.france.libre/>

Une belle équipe du BM 4



Cette photo, je la dois à Pierre Robédât qui, quelque part, a écrit « *Salut au frère d'armes* » en me l'adressant en 2011. Ma modestie en a pris un sacré coup ! Mes vieux camarades savent l'immense admiration que je ressens depuis toujours, depuis le jour où j'ai signé mon acte d'engagement dans les FFL, à Kairouan, pour nos « *anciens* », pour ceux qui nous ont précédés. Pierre devait se douter du bonheur qu'il me procurait.

Si je n'en parle qu'aujourd'hui, c'est parce que j'ai eu l'imprudance, lors de notre dernière conversation par téléphone, de lui avouer que j'étais un peu déçu par l'hommage rendu à notre commandant Henri Fougerat en page 37 du bulletin spécial racontant le pèlerinage de septembre 2013 en Italie, organisé par l'Amicale de la 1^{re} DFL. Certes, je félicite les deux auteurs, Beaugé et Robédât. Notre commandant

était de petite taille mais immense de cœur et de caractère. Il figure, bien entendu, en première ligne de mon Panthéon personnel, et je relis avec émotion les pages du livret que les siens lui ont consacrées : « *Autre chose est d'Aimer* », écrit par le colonel R. Lacroix, son beau-frère.

Ma réticence vient de ce que je crains qu'on oublie un épisode exceptionnel et très glorieux de l'histoire de la France Libre auquel deux anciens du BM 4 ont participé. Henri Fougerat était alors lieutenant et Philippe Fratacci jeune sergent de la Coloniale quand ils « *ont accompagné Leclerc dans son raid en pirogue sur Douala* ».

Craignant d'être trahi par mon imagination, j'ai recherché mes sources ; ce sont les pages 76 à 78 de *L'Épopée de la 1^{re} DFL, par ceux qui en étaient*, et la page 110 des *Compagnons de la Libération* de Pierre Miquel.

J'en reviens à ma photo. Elle fut prise par l'aspirant Pierre Robédât à Béni Khiar, où le BM 4 hivernait sous la tente, dans le cap Bon, en Tunisie, devant la popote de la compagnie d'accompagnement (CA), au début de 1944. Y figurent, de façon très décontractée, mais qui me semble très naturelle, devant, de gauche à droite : le sous-lieutenant Henri Beaugé, le lieutenant Georges Eckert, le capitaine Henri Brisbarre, le capitaine Albert Chareyre et le capitaine Julien Chabert ; au milieu : le sous-lieutenant Renaud ; derrière : le lieutenant de Mareschal (deuxième en partant de la gauche), le sous-lieutenant Philippe Fratacci et le capitaine Georges Jeanperrin.

Soit, sur neuf personnages identifiés, cinq compagnons de la Libération : les capitaines Jeanperrin, Chareyre et Chabert, les lieutenants Beaugé et Fratacci. Ça fait pas mal au mètre carré ! et nous en aurons d'autres : Henri Fougerat, le docteur Guy Charmot, Albert Piault, Henri Bourgeois... que je n'ai pas connu. Car les cinq premiers cités... L'afflux d'engagés « *européens* », à la fin de la guerre de Tunisie, justifia la création d'une section spéciale, dont je fis évidemment partie, dans la 1^{re} compagnie commandée par le capitaine Jeanperrin. Je fus affecté ensuite à la section « *transmission* » de la compagnie de commandement (CC), dont le groupe de deux ou trois « *observateurs* » fut l'objet d'une attention particulière et d'une instruction plus approfondie de la part du commandant Fougerat (mon vieux carnet en atteste). Mon chef de groupe, l'aspirant Piault, fut tué peu après le débarquement de Provence. Je dois mon accession à la charge privilégiée de vague-mestre, à Antibes, la guerre étant finie, au capitaine Fratacci.

Maurice Paulhies

Appel à contributions

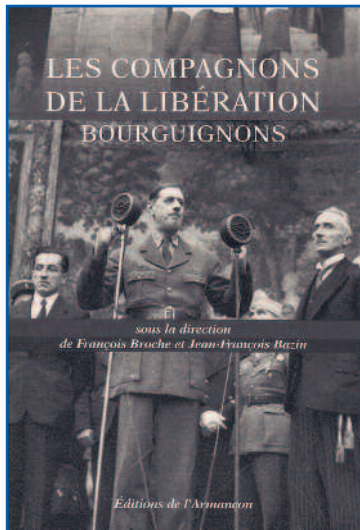
Héritière de la *Revue de la France Libre*, organe de l'Association des Français Libres de 1946 à 2000, *Fondation de la France Libre* publie des articles consacrés à l'histoire de la France Libre, de son chef, le général de Gaulle, de ses membres et de ses combats, jusqu'à la victoire de 1945.

Longtemps organe de la mémoire française libre, la revue se veut aujourd'hui un relais entre cette mémoire, la recherche scientifique et la vulgarisation de la connaissance historique.

Les auteurs désireux d'y contribuer doivent adresser leurs propositions d'articles :

à l'adresse électronique suivante : sylvaincornil@free.fr

ou par courrier postal à : Fondation de la France Libre 16, cour des Petites-Écuries 75010 Paris.



Les Compagnons de la Libération bourguignons

La croix de Lorraine, on le sait, a été décernée indépendamment de toute considération régionale. On peut donc légitimement s'interroger sur la pertinence d'un colloque consacré à la dimension territoriale de l'ordre de la Libération, d'autant que l'espace régional n'avait pas encore d'existence réelle ni de concordance avec les espaces de résistance. Il n'empêche, la répartition géographique des récipiendaires traduit, d'une manière directe ou indirecte, le rapport des résistants au territoire qui les a vus naître, qui a servi de cadre à leur résistance ou dont ils ont le fait le séjour de leurs années d'après-guerre.

Avec 37 compagnons, dont 25 issus de la Résistance extérieure, la Bourgogne se situe parmi les régions les mieux pourvues, même si l'Île-de-France ou la Bretagne en comptent bien davantage. Cette situation s'explique par le processus de sélection des compagnons, faisant le choix de l'exceptionnel, dans un contexte de guerre qui complique le fonctionnement de l'ordre jusqu'à la Libération. Cette donnée ne doit pas faire oublier la diversité des engagements, des milieux sociaux et des risques encourus par les récipiendaires bourguignons.

La dimension territoriale de la Résistance a trouvé à s'exprimer surtout après-guerre, à travers le concours national de la Résistance et de la Déportation ou des publications comme le *Mémorial des compagnons*.

Cette diversité des origines et des engagements s'exprime aussi dans le parcours de ces compagnons, résistants de l'intérieur comme Louis Cortot, Jean Mairey ou Bernard Chevignard, combattants de l'extérieur comme Pierre Pouyade, Henry Bouquillard ou Jean de Bazelaire de Rupierre, voire Christian Megret de Devise.

Ce volume correspond aux actes d'un colloque organisé par l'association des Familles de Compagnon de la Libération et la préfecture de la région Bourgogne en novembre 2013.

Les Compagnons de la Libération bourguignons

François Broche et Jean-François Bazin (dir.)

Éditions de l'Armançon, mars 2015, 147 p., 20 €

Joseph Kessel : La vie jusqu'au bout

Le nom de Kessel claque au vent comme un synonyme de voyages, d'aventure et d'amitié virile. Décrire sa vie revient non seulement à plonger dans l'histoire mouvementée du XX^e siècle, mais aussi dans la géographie de ses pérégrinations à travers le monde.

Né en 1898 en terre argentine dans une famille de juifs russes émigrés en France à partir de 1901, hormis un séjour de trois ans sur les terres maternelles d'Orenbourg, « *Jef* », comme il aime à se faire appeler, est un élève brillant et un grand lecteur. En parallèle à des études de lettres à la Sorbonne, il monte sur scène puis entre comme pigiste au *Journal des débats*, avant de s'engager en 1917, dans l'artillerie d'abord, puis dans l'aviation en qualité d'observateur. En 1918, volontaire pour un corps expéditionnaire en Sibérie, il découvre l'univers dangereux du Vladivostok interlope, en pleine guerre civile russe, expérience à bien des égards fondatrice.

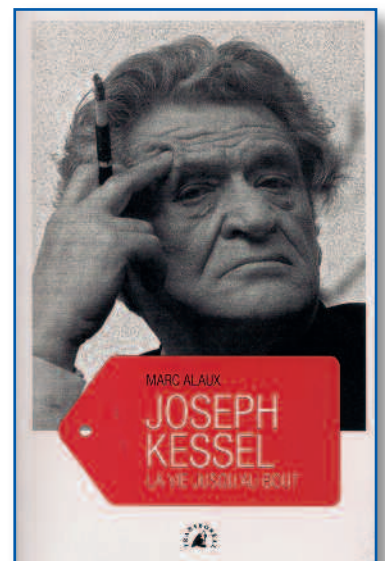
Le retour à la vie civile est également un retour au journalisme, marqué par des reportages à l'étranger – dans l'Irlande insurgée en 1920, dans les colonies sionistes de Palestine en 1926, sur la piste de l'Aéropostale et de Mermoz, ou des trafiquants d'esclaves en mer rouge en 1930 – et la rédaction de livres inspirés de ses voyages, grâce auxquels il finit bientôt par percer dans le public. Toutefois, la gloire, les honneurs n'ont pas raison de sa fringale de vie qui le pousse à brûler la chandelle par les deux bouts, entre les voyages, les femmes, l'alcool, la fête et un penchant irrépensible au remords qui le tenaille entre deux excès.

Après avoir assisté, incrédule, à la montée du nazisme en Allemagne, et aux ravages de la crise dans les États-Unis d'avant le *New Deal*, il couvre les derniers temps de la guerre civile espagnole puis la débâcle des armées françaises en mai-juin 1940. Malgré l'antisémitisme affiché du régime de Vichy, il choisit de rester en France, où il s'engage dans le réseau de résistance Carte, dont fait déjà partie Germaine Sablon, avec Maurice Druon, avant de partir pour Londres, via l'Espagne. Engagé dans les Forces françaises libres, il se consacre à l'écriture de *L'Armée des ombres*, alliage de témoignages et de souvenirs sur la guerre clandestine, et, avec Maurice Druon, des paroles du *Chant des partisans*, avant d'obtenir, grâce au colonel Rémy, de faire partie de l'escadron 226, dans le cadre du plan Sussex, entre mai et juillet 1944.

Marquée par la signature d'une série d'ouvrages sur le conflit, la sortie de guerre est aussi, pour Kessel, le retour au journalisme, qu'il couvre les procès du maréchal Pétain et des dignitaires nazis à Nuremberg – avant celui d'Eichmann à Jérusalem en 1961 – ou la première guerre israélo-arabe.

Cette dernière phase de sa vie, qui est celle de la consécration, avec son élection à l'Académie française en 1962, et des honneurs, aurait pu être pour lui aussi le temps de l'embourgeoisement. Tout au contraire, c'est celui des derniers rugissements du lion, avec la découverte du Kenya puis de l'Asie, qui lui inspirent quelques-uns de ses livres les plus renommés.

Si l'auteur ne cache jamais la sympathie que lui inspire l'auteur des *Cavaliers*, cette biographie d'un style enlevé n'en demeure pas moins d'une grande honnêteté et d'une parfaite lucidité sur son héros, puisant aux meilleures sources.



Joseph Kessel : La vie jusqu'au bout

Marc Alaux

Éditions Transboréal, coll. « *Compagnons de route* », juin 2015, 187 p., 14,90 €

André Tensorer

André Tensorer est né le 29 novembre 1922 à Brest, où il fait ses études secondaires.

En 1941, ce Breton rejoint la France Libre et est admis à l'école militaire des Cadets de la France Libre à Ribbersford, d'où il sort aspirant, avec la promotion 18 Juin.

Admis dans le 501^e régiment de la 2^e DB, il participe avec cette unité aux opérations de la libération de la France et de l'occupation de l'Allemagne, depuis la Normandie jusqu'à Berchtesgaden. Il est donc l'un des libérateurs de Paris et de Strasbourg.

Après la guerre, il reste dans l'armée, fait campagne en Indochine, où il est décoré de la Légion d'honneur en 1951.

Il sert également en Algérie, mais quitte bientôt l'armée pour entrer dans l'Éducation nationale où il commence une nouvelle carrière de professeur en Bretagne, jusqu'à sa retraite.

Puis, il s'installe avec son épouse à La Ferté-Saint-Aubin, où il obtient de la mairie que le nom de « *Cadets de la France Libre* » soit donné à une place centrale de ce village, le 28 octobre 1998, offrant ainsi une occasion d'un rassemblement autour du général Simon, président des Français Libres et chancelier de l'ordre de la Libération, et de Mme Annick Courtat, maire de La Ferté-Saint-Aubin.

Il y prend sa retraite.

Il devient membre du comité directeur de l'Association des Français Libres jusqu'à sa dissolution en 2000.

Il décède le 7 septembre 2015, à l'hôpital d'Orléans. Il est officier de la Légion d'honneur.

Les cadets n'oublieront pas leur camarade André et assurent son épouse Lucie-Claire et leur fils Jacques de leur sincère et amicale sympathie.

Association du souvenir des Cadets de la France Libre



Gérard Weill pendant la guerre.

Gérard Weill

Gérard Weill, ancien mécanicien du régiment de chasse « *Normandie-Niemen* », est décédé le 15 juillet 2015. Ses obsèques se sont déroulées à La Rochelle le 22 juillet en présence de sa famille et de représentants des associations patriotiques. Pour la cérémonie, le régiment Normandie-Niemen avait envoyé son drapeau et sa garde. Le colonel Sergueï Obukhov, attaché militaire de l'air à l'ambassade de Russie à Paris, représentait le gouvernement russe. La ville de La Rochelle était représentée. Le drapeau de l'association des Français Libres était présent, ainsi que celui des anciens du « *Normandie-Niemen* ». Jean Billaud, ancien des Forces aériennes françaises libres au sein des bombardiers lourds, a prononcé son éloge funèbre.



Jean Billaud faisant l'éloge funèbre du défunt.

À la déclaration de guerre, Gérard Weill se trouvait à Djibouti avec ses parents. Évacué vers le Liban, il se porte volontaire comme secouriste à l'hôpital militaire de Beyrouth en 1941. Il a alors 17 ans. En septembre 1942, le général de Gaulle décide d'engager une escadrille de chasse française sur le front russe. Le groupe Normandie est ainsi regroupé à Rayak, au Liban. Gérard Weill, engagé dans les Forces aériennes françaises libres, est affecté dans ce groupe en qualité d'aide-mécanicien. Ce groupe ne compte alors que 62 volontaires, dont 15 pilotes de chasse, 45 mécaniciens, un médecin et un pilote de liaison. Il est envoyé en Russie sur la base d'Ivanovo, fin 1942. À l'issue de la première campagne, fin 1943, Gérard Weill est de retour à la base de Rayak pour y terminer sa formation de mécanicien avion puis est réaffecté dans d'autres unités combattantes jusqu'à la fin de la guerre.




Cérémonie lors des obsèques de Gérard Weill. À gauche, en uniforme russe, le colonel Sergueï Obukhov. Au deuxième plan, le drapeau du régiment Normandie-Niemen avec sa garde. En arrière-plan, les drapeaux des associations patriotiques.

Après sa démobilisation, il poursuivra une carrière civile. Ayant pris sa retraite à La Rochelle, il avait œuvré pour le souvenir de ses camarades morts au combat au sein de l'association des anciens du régiment Normandie-Niemen et de l'Association des Français Libres. Les gouvernements successifs ont occulté les actions de la France Libre, et Gérard Weill, comme beaucoup d'autres, n'a jamais été décoré par la France. Le 7 mai dernier, il avait reçu des autorités russes la médaille commémorative du 70^e anniversaire de la victoire de la grande guerre patriotique, accompagnée d'un diplôme de remerciement signé de la main du président russe.

Nos pensées vont à sa famille et à ses proches.

Richard Douard



CARTES DE VŒUX 2016

15 € les 10 cartes et enveloppes (port compris)

M^{me}, M^{lle}, M. :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Désire recevoir paquet(s) de 10 cartes de vœux FFL 2016 au tarif de 15 € le paquet avec enveloppes et joins, à cet effet, un chèque de : euros, libellé à l'ordre de :

Fondation de la France Libre – 16, cour des Petites-Écuries 75010 Paris

DÉCÈS

ALGARDY Georgie (BCRA),
le 4 septembre 2015 à Annecy (74)

BLACHE André (RMT, 2° DB),
le 4 juillet 2015 à
Lagny-sur-Marne (77)

COURTOT Ferdinand (FNFL),
le 14 juillet 2015 en Nouvelle-
Calédonie (988)

DAMY Bernard (2° DB)
en août 2012 à Poitiers (86)

GALLAND Gérard,
le 23 juillet 2015 à Antony (92)

LELONG Pierre (Aéronavale, FNFL),
le 23 juillet 2015 à Las Vegas
(Nevada, États-Unis)

MURATI Noël (1° DFL),
le 12 août 2015 à Saint-Maur-des-
Fossés (94)

NEVERS Paul (RMSM, 2° DB),
le 13 juin 2015

PESCHAUD Rosette
(veuve de Philippe, 2° DB),
le 28 août 2015 à Porto-Vecchio (20)

RONDOT Pierre (génie, 2° DB),
le 8 juin 2015 à Besançon (25)

STREIFF Marcel (2° DB),
le 28 mai 2015 à Biéville-Beuville (14)

VASSEUR Maurice (FNFL),
le 7 juillet 2015 au Beausset (83)

TENSORER André
(501° RCC, 2° DB),
le 7 septembre 2015 à Orléans (45)

THUILLIEZ Eugénie
(veuve de Lucien, RMT, 2° DB),
le 29 septembre 2015 à Brest (29)

VERMANDEL Nicolas (SAS),
le 20 août 2015 à Meynes (30)

WEILL Gérard
(Normandie-Niemen, FAFL),
le 15 juillet 2015 à Aytré (17)

Mariage

M. et Mme Bongrand
ont la joie de vous part
du mariage de
M. Éric Koch avec
leur fille Clotilde, petite-fille du
général Saint Hillier,
le 18 juillet 2015 aux Invalides.

Légion d'honneur :

Officier : Geneviève Camus,
née Soulié

Officier : Georges Mauger

Chevalier : François Autret

Chevalier : Yves Calonnec

Chevalier : Yves Duclos

Chevalier : Hélène Fraux,
née Vanhoute

Chevalier : Pierre Loquet

Chevalier : Charles Paperon

Chevalier : Serge Perrin

Chevalier : Guido Zouari



ABONNEZ-VOUS A LA REVUE DE LA FONDATION DE LA FRANCE LIBRE

M^{me}, M^{lle}, M. :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Désire s'abonner à la revue de la Fondation de la France Libre pour 1 an (4 numéros)

Désire offrir l'abonnement à la revue de la Fondation de la France Libre pour 1 an (4 numéros)

Je joins à cet effet un chèque de 15 € (par abonnement) libellé à l'ordre de :

FONDATION DE LA FRANCE LIBRE - 16 cour des Petites-Écuries - 75010 Paris

(Il est impératif de souscrire un abonnement pour recevoir la revue de la Fondation de la France Libre)

Grande-Bretagne

Son Excellence Sylvie Bermann, notre ambassadeur, a commémoré le 75^e anniversaire de l'appel du 18 juin 1940 devant la statue du général de Gaulle, à Carlton Gardens, à Londres, près de l'ancien siège des Forces françaises libres.



Cérémonie au pied de la statue du général de Gaulle à Carlton Gardens.

La cérémonie s'est déroulée en présence de François Fillon, député et ancien Premier ministre, des députés Pierre Lellouche et Isabelle Le Cannelec, ainsi que des présidents d'associations françaises. Une délégation de la base aérienne 106 de Bordeaux-Mérignac a également assisté à la cérémonie, ainsi qu'un groupe d'anciens combattants britanniques ayant participé à la Deuxième Guerre mondiale.

L'ambassadeur a déclaré : « *Le 18 juin est le jour où la France a retrouvé son honneur et son âme, son âme combattante, par la volonté d'un homme, alors que le pays était à genoux. Jamais nous n'oublierons la valeur et le sens de l'engagement des Français libres qui incarnent l'esprit de résistance, cet esprit de résistance auquel le Président de la République a rendu hommage au Panthéon le 27 mai dernier.* »



La vitrine consacrée aux volontaires féminines de la France Libre.

La deuxième partie des cérémonies commémoratives s'est tenue au lycée Charles de Gaulle à 12 heures. La chorale du lycée et les instrumentistes de l'école de Wix ont ouvert la cérémonie avec le *Chant des partisans*. L'assistance était donc dans

l'émotion pour l'inauguration de la vitrine dédiée cette année aux « *volontaires féminines* », les premières femmes qui ont rejoint le général de Gaulle à Londres. Notre consul général Olivier Chambard, après avoir rendu hommage à ces femmes courageuses, a dévoilé le contenu de cette dédicace avec Mme Brigitte Williams, déléguée de la Fondation de la France Libre en Grande-Bretagne, en présence d'une grande représentation de la communauté française, de vétérans et de nombreux présidents d'associations. Nous avons l'honneur d'avoir parmi nous Yvette Coulomb (93 ans) qui opérait pour le BCRA (Bordeaux), ainsi qu'Antoinette Chambeyron qui, avec sa mère, récupérait les pilotes britanniques en Auvergne. Les éléments personnels de Violette Bilham, prêtés par Jakki Cunningham, ont honoré ainsi sa mère qui a œuvré non seulement au 4, Carlton Gardens, mais aussi au quartier général de Queensberry Place. Les lettres, documents d'Helen Bora, BCRA (Londres), décédée en décembre dernier, illustrent bien ces cinq années passées sous les ordres de Simone Matthieu et d'Hélène Terré. La première cérémonie a été solennelle, celle-ci fut digne et conviviale.

Dans sa cinquième édition, cette cérémonie est maintenant bien ancrée dans la communauté, ici à Londres, et prend de plus en plus d'ampleur. Elle est appréciée et fort conviviale, les vétérans ont le temps de rencontrer et de communiquer avec les personnes présentes.

Brigitte Williams

Jura

Cérémonie du 18 juin à St-Claude

Jeudi 18 juin 2015, au monument aux morts, à 11h30, s'est déroulée la cérémonie du 75^e anniversaire de l'appel du général de Gaulle, présidée par le sous-préfet, Joël Bourgeot, en présence du maire de St-Claude et conseiller départemental, Jean-Louis Millet, du directeur de l'ONAC du Jura, Yves Oper, de Mme le commandant Mauriceau, qui représentait le délégué militaire du Jura, des associations de combattants et de déportés, et d'une délégation de gendarmes et de sapeurs-pompiers. Quatre porte-drapeaux étaient présents devant une assistance relativement nombreuse. René Grandclément, président des anciens combattants local était le maître de cérémonie.

L'Appel était lu par Louis Vilpini, président du maquis du Haut-Jura et ancien combattant de la 1^{re} DFL, le message du secrétaire d'État des anciens combattants et de la mémoire par le sous-préfet. Puis *La Marseillaise* a retenti.

Lons-le-Saunier, cérémonie du 18 juin 2015

À Lons-le Saunier, la cérémonie a eu lieu devant la stèle dédiée au général de Gaulle,



Allocution de Louis Vilpini le 18 juin à Lons-le-Saunier.

à 18 heures, sous la présidence du préfet du Jura, Jacques Quastana, en présence de Jacques Péliissard, député-maire de Lons-le-Saunier, de Clément Pernot, président du conseil départemental du Jura, Denis Vuillermoz, vice-président du Conseil régional, Yves Oper, directeur de l'ONAC, Dominique Ortis, délégué militaire du Jura, des directeurs d'administration et des représentants du monde de l'Éducation nationale, des associations de combattants, résistants et déportés, Indochine, FNACA, de Mme Aman, déléguée du Jura des OPEX, d'une délégation de gendarmes et de sapeurs-pompiers et de Nathanaëlle Quievreux, l'une des lauréates du Concours national de la Résistance et de la Déportation 2015. Onze porte-drapeaux, « *les Diables bleus* », maîtres de cérémonie, et le Souvenir français participaient eux aussi, devant une assistance nombreuse.



Bruno Raoul, Jacques Péliissard et Vital Godin, après la remise de la cravate.

Après la lecture d'une synthèse de l'appel du 18 juin par Louis Vilpini, nous avons entendu l'enregistrement de l'appel du 22 juin. Bruno Raoul a fait un historique de l'épopée de la France Libre et rendu hommage à tous les hommes et femmes qui avaient rejoint la France Libre. Puis le préfet du Jura a lu le message du secrétaire d'État des anciens combattants et de la mémoire. Enfin, *La Marseillaise* a retenti, jouée par l'harmonie municipale. Bruno Raoul, Louis Vilpini et M. Loisy, ancien résistant, ont déposé une gerbe en forme de croix de Lorraine, suivi des autorités qui ont ensuite salué les porte-drapeaux, sur l'air de la marche de la 2^e DB.

Puis les participants ont été invités à un vin d'honneur offert par la mairie au centre social, près de la stèle. L'association FFL du Jura remercie tous ceux qui ont contribué à cette magnifique cérémonie.

En marge de cette commémoration, Jacques Péliissard a remis la cravate de la Fondation de la France Libre à notre délégué suppléant et dévoué porte-drapeau, Vital Godin, fils de Français Libre.

À 17 heures, à Lons-le-Saunier, l'association FFL du Jura a déposé une fleur devant la plaque au nom de Raymond Roland, natif de cette ville engagé dès juillet 1940 dans les Forces aériennes françaises libres, affecté au groupe Lorraine, mort pour la France le 20 septembre 1940, à l'âge de 22 ans, en terre d'Afrique.



La plaque de Raymond Roland, après le dépôt de la rose.

Fête des associations à Dole

Samedi 5 septembre 2015, la mairie de Dole a organisé la fête des associations, à la Commanderie de Dole, elle avait convié la délégation FFL du Jura à y participer, au titre du devoir de mémoire et de civisme.

Pour la première fois, notre délégation a tenu un stand à cette grande manifestation, que plusieurs milliers de visiteurs ont visité.

Le délégué FFL du Jura a distribué de la documentation, en rappelant les buts de la Fondation de la France Libre, qui sont de défendre au niveau national l'épopée de la France Libre et de transmettre aux nouvelles générations le glorieux et prestigieux passé de la France Libre, du 18 juin 1940 au 8 mai 1945.

Notre stand, décoré de photos des grandes figures de la France Libre, a reçu beaucoup de visiteurs, et ce sont les jeunes de 15-30 ans qui ont manifesté le plus d'intérêt pour approfondir leurs connaissances et, pour-quoi pas, demain, reprendre le flambeau pour défendre l'histoire de la France Libre.

Le délégué du Jura a demandé aux collégiens et lycéens de s'inscrire au concours national de la Résistance et de la Déportation, de participer aux cérémonies ou de rejoindre les rangs de la Fondation, de consulter le site web de la Fondation de la France Libre et de la 1^{re} DFL.

Le public a apprécié notre présence. Les autorités, Jean-Marie Sermier, député-maire de Dole, Gilbert Barbier, sénateur

du Jura, Jean-Baptiste Gagnoux, premier adjoint en charge des anciens combattants et de la mémoire, conseiller départemental du Jura, ont fait une halte et ont encouragé la délégation FFL du Jura.



De gauche à droite, Jean-Baptiste Gagnoux, premier adjoint au maire de Dole et conseiller départemental du Jura, et Bruno Raoul, délégué FFL du Jura.

Pour la délégation FFL du Jura, cette fête deviendra une date incontournable pour l'avenir.

*Bruno Raoul
Délégué FFL du Jura*

Loiret

Gien

Gien a commémoré jeudi 18 juin, le 75^e anniversaire de l'appel prononcé par le général Charles de Gaulle le 18 juin 1940. Un appel historique invitant « les Français où qu'ils se trouvent » à poursuivre le combat. La veille, le parti communiste français avait aussi commémoré le prix qu'il avait payé dans la résistance contre l'occupant. Après le discours officiel prononcé par le maire, le jeune Clément a lu l'appel du chef de la France Libre. Des gerbes ont ensuite été déposées à la mémoire de celles et ceux qui ont lutté pour la libération du pays, répondant ainsi à l'appel solennel pour une France libre dont le drapeau comportait alors symboliquement une croix de Lorraine.

Extrait du Journal de Gien

Orléans

Jeudi 18 juin, il y avait tout juste 75 ans que le général de Gaulle lançait son appel du 18 juin. Un discours resté célèbre qui exhortait les Français à poursuivre le combat contre l'armée du III^e Reich allemand. Mais aussi le point de départ de la résistance du peuple français. Le préfet de région, Michel Jau, a lu un texte écrit par Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État auprès du ministre de la Défense. Il a ensuite déposé une gerbe au pied du monument de la Victoire, boulevard Alexandre-Martin à Orléans, dont il a ravivé la flamme.

Histoire de déportés

Le même jour, Claire Bailly, élève de seconde du lycée en Forêt de Montargis, a reçu le premier prix du Concours national de la Résistance et de la Déportation. La cérémonie s'est déroulée au conseil départemental, en présence de Marc Gaudet, 1^{er} vice-président, Michel Jau, préfet, et Valérie Corre, députée socialiste. Le texte de six pages écrit par la jeune fille portait sur la découverte des camps et le retour des déportés, et comportait de nombreux exemples locaux. De quoi conquérir le jury.

Extrait de La République du Centre

Lot-et-Garonne

Agen

En cette année du 75^e anniversaire de l'Appel du 18 juin 1940 lancé par le général de Gaulle, le nombre des communes de Lot-et-Garonne a enregistré une progression notoire dans la réalisation des manifestations réservées à cette mémorable journée.

À Agen, c'est à 11 heures que la cérémonie s'est tenue au monument aux morts en présence de toutes les autorités civiles et militaires du département, la présence nombreuse des présidents d'associations d'anciens combattants et de groupes de jeunes élèves de divers établissements scolaires, et l'importante présence de porte-drapeaux, de la section en armes du 48^e régiment de transmission stationné à Agen.

Il a été procédé à la lecture de l'Appel par Bertrand Solès, adjoint du délégué départemental, Francis Ruffier-Monet, présent à ses côtés, à la suite de quoi ils ont déposé une imposante gerbe tricolore en forme de croix de Lorraine au pied du monument aux morts.

Après les remerciements aux porte-drapeaux au son de la marche de la 2^e DB et les diverses congratulations échangées entre participants, ce fut l'occasion pour le délégué-47 de découvrir un nouveau participant à la FFL, M. Georges-Didier Rohorbacher, Mosellan d'origine, membre d'honneur de l'amicale FAFL et parrainé par feu le colonel Henry Lafont, compagnon de la Libération, un des douze premiers pilotes des FAFL. Bienvenue « au club » sur ces références.



Francis Ruffier-Monet et Bernard Solès à Agen.



Francis Ruffier-Monet (1^{re} DFL) et Gaston Bonneyrat (1^{re} armée française) à Villeneuve-sur-Lot.

Villeneuve-sur-Lot

C'est en fin d'après-midi à 17h30 que nous avons été accueillis au monument aux morts de Villeneuve-sur-Lot au son de la marche de la 1^{re} DFL *El Alamein-Tunis* qui contribuera à donner tout son éclat à cette date marquant la naissance de la Résistance par la volonté du général de Gaulle.

Dans le rang des autorités civiles, on notait la présence du nouveau sous-préfet Thierry Mailles qui m'a agréablement surpris par sa parfaite connaissance sur l'épopée de la France Libre et le parcours de la 1^{re} DFL.

S'étaient joints l'autorité militaire, les chefs d'établissements scolaires divers, ainsi que les présidents des associations d'anciens combattants accompagnés de leurs porte-drapeaux. Sapeurs-pompiers et groupe folklorique complétaient la nombreuse assistance des participants. Francis Ruffier-Monet a prononcé un bref discours en entrée de la lecture de l'Appel confiée à deux jeunes élèves du collège Crochepierre.

S'en sont suivis les dépôts de gerbes parmi lesquels se trouvait une magnifique croix de Lorraine aux couleurs nationales, déposée par deux élèves du lycée Georges Leygues, accompagnés du délégué FFL.

C'est aux vibrants accents de la marche *Les Africains* que la manifestation s'est clôturée, pour rejoindre le hall de la mairie, où Francis Ruffier-Monet ouvrit la succession des discours par son exposé sur l'Appel historique lancé par notre général de Gaulle et qui reste à jamais un défi à ceux qui ont pu douter de la France.

Francis Ruffier-Monet

Orne

Alençon : l'exposition de la Victoire, 1945 - 2015

Un événement insolite et efficace en Normandie. Du 2 au 9 mai 2015, la Fondation de la France Libre, la Fondation Maréchal Leclerc de Hauteclouque et l'association « Vive la Résistance » ont organisé un rendez-vous d'histoire et de mémoire dans la galerie du centre commercial Leclerc d'Alençon.

L'exposition de la Victoire a été une semaine exceptionnelle placée sous le signe de la grandeur et de la qualité.



Élus, officiels et partenaires le jour de l'inauguration de l'expo. Avec la présence du général d'armée Bruno Cuche, président de la Fondation Leclerc, de Christophe Bayard, vice-président de la Fondation de la France Libre, et de Thierry Terrier, secrétaire-général de la Fondation de la France Libre.

Plusieurs véhicules militaires et civils d'époque, trois expositions avec près de 70 panneaux répartis sur l'ensemble de la surface, l'aménagement d'un petit musée sur le général Leclerc et la 2^e DB, une salle de spectacle, un espace librairie, des moments de rencontre avec plusieurs auteurs historiens, des vétérans, etc.

Pendant toute une semaine et sur plus de 2 000 mètres carrés, ce sont près de 30 000 personnes qui ont pu découvrir l'ensemble des expositions, animations et autres rendez-vous proposés.



Le point accueil de l'exposition de la Victoire dans la galerie du centre commercial Leclerc d'Alençon.

Au nom de la Fondation de la France Libre et de l'ensemble de nos partenaires, je tiens à remercier toutes celles et tous ceux qui ont contribué à son succès et, en premier lieu, les responsables de la galerie du centre commercial Leclerc d'Arçonnay qui nous ont si bien soutenus et accueillis. Grand merci aux anciens à qui nous devons tant, à tous nos bénévoles, nos amis collectionneurs, nos partenaires toujours plus nombreux et plus efficaces. Une mention spéciale au 501^e régiment de chars de combat ainsi qu'aux « Amis de la gendarmerie » qui ont si bien animé les espaces d'information et d'accueil. Merci aux nombreux élus qui nous soutiennent. Nous envisageons bien sûr une suite encore plus belle. Poursuivons ce beau travail. Vive la France Libre !

Christophe Bayard
Vice-Président de la Fondation de la France Libre

Haut-Rhin

Jeudi 26 mars, à 10 heures, à Meyenheim, le régiment de marche du Tchad, qui est stationné au quartier colonel Dio, commémorait le 74^e anniversaire des combats de Koufra, manifestation magnifique et de qualité.

Du samedi 18 au mardi 21 avril, dans la halle des fêtes de Wintzenheim, Míchek Rozier, fidèle participant de la délégation haut-rhinoise, avait organisé une exposition consacrée au général de Gaulle et à la France Libre, à partir de son immense collection.

Le mercredi 27 mai, se tenait à la préfecture de Colmar, dans une ambiance conviviale, la remise des prix du Concours national de la Résistance et de la Déportation, avec 200 élèves, collégiens et lycéens.

Enfin, le jeudi 18 juin à 17 heures avait lieu, au mémorial de la 1^{re} division blindée, à Mulhouse, la cérémonie commémorative du 75^e anniversaire de l'appel du 18 juin 1940, organisée par la délégation avec la mairie et L'office municipal des sociétés patriotiques et d'anciens combattants. Après l'évocation historique de l'Appel par les jeunes du Souvenir Français entourés des jeunes du lycée Montaigne, Roland Keidel a rendu un hommage à Jean Moulin, suivi de la lecture par lui du texte de l'Appel et du message du secrétaire d'État aux Anciens combattants et à la Mémoire, lu par le sous-préfet d'Altkirch, Sébastien Cecchi, puis du dépôt de cinq gerbes.

Roland Keidel

Seine-Saint-Denis

Cérémonie du 18 juin à Bobigny

À quinze heures, esplanade Jean Moulin, parvis de la préfecture, s'est tenue la cérémonie du souvenir, présidée par M. le préfet de la Seine-Saint-Denis, devant une nombreuse assistance. L'ensemble des associations d'anciens combattants était représenté, avec leurs porte-drapeaux. Après la remise de la Légion d'honneur aux récipiendaires par le M. le préfet et les allocutions, cinq gerbes ont été déposées, dont celle en forme de croix de Lorraine par le délégué de la fondation.



Après le dépôt de gerbe, recueillement de Claude Duprez et des autorités à Bobigny le 18 juin 2015.

DANS LES DÉLÉGATIONS

18 juin en soirée à Saint-Ouen

Pour ce 75^e anniversaire de l'Appel du 18 juin 1940, le rassemblement était prévu devant la stèle du général de Gaulle et la plaque commémorant la bataille de Bir Hakeim, dans le grand parc de Saint-Ouen, à gauche du château. Le transfert récent de la stèle et de la plaque à quelques mètres de sa position initiale est dû à la volonté du maire, afin de favoriser leur lecture et dans un esprit de mémoire.



Dépôt de gerbe par Claude Duprez à Saint-Ouen le 18 juin 2015.

Emma Liefoghe Kouloumba, élève de CM2 de l'école élémentaire Jules Michelet, a procédé, de façon remarquée par son allant, à la lecture de l'Appel, avant de laisser la place aux discours, prononcés par Jean-Pierre Nadeau, président UNC de Saint-Ouen-sur-Seine, et du maire, William Delannoy.

À noter, pour la première fois, la présence d'une délégation de jeunes porte-drapeaux d'Île-de-France.

La cérémonie s'est tenue en présence d'élus, dont Marina Venturini, adjointe déléguée aux anciens combattants, et de nombreuses personnalités du monde combattant. Claude Duprez, délégué local et départemental, a déposé une gerbe au nom de la fondation.

Claude Duprez

Var

Le 18 juin 2015, Morgan Maginot, délégué FFL à La Valette-du-Var, lut l'appel du 18 juin sur sa commune. Michel Magnaldi, délégué Var, associé à notre plus jeune correspondante Marie Janvier (dix ans), lut le texte de l'Appel, pour son soixante-quinzième anniversaire, à la stèle de la croix de Lorraine devant les autorités civiles et militaires : le sénateur maire de Toulon, le préfet maritime, le préfet du Var et les parlementaires toulonnais, Mme Grima, directrice adjointe de l'Onacvg... et un public fidèle.

Le 15 juillet, nous rendîmes un ultime hommage à notre délégué honoraire, le capitaine de vaisseau Maurice Vasseur, décédé le 7 juillet, à l'église St-Louis de Hyères-les-Palmiers pour la cérémonie religieuse avec sa famille, ses proches et ses amis de la France Libre. L'amiral François

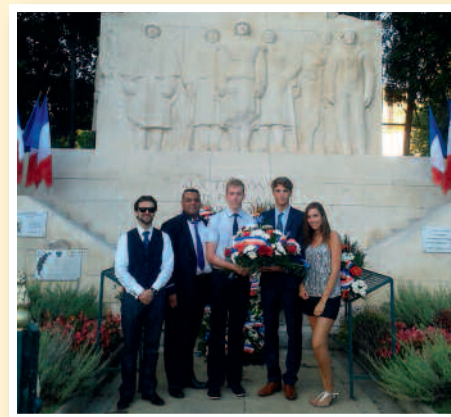
Flohic, dernier aide de camp du général de Gaulle, Michel Magnaldi et Marie Janvier prononcèrent son éloge funèbre.

Pour les cérémonies du débarquement de Provence, délégués et correspondants (volontaires et lauréats varois du concours national de la Résistance et Déportation) ont enchaîné la lecture du discours puissant et flamboyant du général de Gaulle du 11 novembre 1945 et d'un poème célèbre de Charles de Gaulle sous les yeux des derniers vétérans de l'épopée de la France Libre : Guy Vadon, Gérard Dutriez, Germain Bourras... Ce discours peu connu est dédié aux combattants morts pour la liberté de la France, quand le Général fit venir quinze cercueils de combattants des deux guerres mondiales à l'Arc de triomphe, où ils environnaient la tombe du soldat inconnu avant leur inhumation au mont Valérien.



Gerbe des Anciens de la 1^{re} DFL à La Croix Valmer le 15 août. De gauche à droite, Bernard Michel de l'amicale de la 1^{re} DFL de Marseille, François Guyllatan, qui a débarqué à La Croix Valmer en août 1944, Marie-Hélène Châtel, de l'amicale de la 1^{re} DFL, déléguée départementale de l'association des anciens combattants franco-américains, et Guy Vadon, vétéran de la 1^{re} DFL.

Le 29 juillet au Broussan (commune d'Évenos), la délégation participait à la messe en plein air du père Cerisier et à la très belle cérémonie en hommage à Honoré d'Estienne d'Orves et ses compagnons, premiers martyrs de la France Libre, en présence d'Éliane et Augustin d'Estienne d'Orves, de son jeune fils Paul,



Le 28 août à Toulon, le soixante et onzième anniversaire de la Libération avec Morgan, Michel, Mieszko, Dan et Emma.

de nombreux anciens combattants, des autorités civiles et militaires, de nombreux élus : les maires d'Évenos, Blandine Monier, du Beausset, Georges Ferrero, de Signes, Jean Michel, la première adjointe au maire de la Seyne-sur-Mer, Raphaëlle Leguen, le député de la circonscription, Philippe Vitel...

La délégation Var vous invite à partager nos nombreux albums photos légendés et nos vidéos sur le lien Facebook actif depuis fin juillet 2015 : Fondation France Libre Délégation du Var.

*Michel Magnaldi
Délégué du Var*



Michel Magnaldi et Gabrielle Bellon, correspondante à Brignoles, pour la lecture d'un discours du général de Gaulle le 19 août.

Souscription pour la plaque Koenig

Ils ont répondu présent, généreusement... Merci à vous tous.

M. BERTRAND Louis -
Le Canet-en-Roussillon

M. PIOCH Régis - Velaux

M. BRUNET Didier - Paris

M. ANFERTE Jacques - Méru

M. MORISSÉE Pierre - Nice

M. BORDAGE Roger - Maisons-Laffitte

M. PÉROT Michel - Le Havre

M. MARTIN Michel - La Bachellerie

M. LANDES Raymond - Toulouse

M. GUEZ Félix - Annemasse

M. MAROZEAU Claude - Francheville

M. VIGNE Adrien -
Six-Fours-les-Plages

M. HALABI Michel - Nantes

M. CHAVAROCHE Valéry - Marseille

M. SIMON Gérard -
Mont-Saint-Aignan



Entrez dans le futur

Dassault Aviation, Dassault Systèmes, Groupe Figaro,
Immobilière Dassault, Château Dassault, Artcurial



Industrie aéronautique, haute technologie numérique et programmes de mécénat pour la recherche scientifique médicale de pointe : depuis plusieurs décennies, les femmes et les hommes du Groupe Dassault partagent cette passion pour l'innovation et poussent sans cesse les frontières de l'excellence.

Future Now

www.dassault.com



meanings